



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 4867

Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales

Date de dépôt : 19-11-2001

Date de l'avis du Conseil d'État : 11-12-2001

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
19-11-2001	Déposé	4867/00	<u>3</u>
10-12-2001	Avis commun de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers (10.12.2001)	4867/02	<u>24</u>
10-12-2001	Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (10.12.2001)	4867/03	<u>31</u>
11-12-2001	Avis du Conseil d'Etat (11.12.2001)	4867/01	<u>36</u>
13-12-2001	Rapport de commission(s) : Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse Rapporteur(s) :	4867/04	<u>39</u>
20-12-2001	Avis de la Chambre des Employés privés (14.12.2001)	4867/06	<u>44</u>
20-12-2001	Avis de la Chambre de Travail (20.12.2001)	4867/07	<u>49</u>
21-12-2001	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (21-12-2001) Evacué par dispense du second vote (21-12-2001)	4867/05	<u>54</u>
31-12-2001	Publié au Mémorial A n°155 en page 3305	4867,4870	<u>57</u>

4867/00

N° 4867

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant

- 1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
- 2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 3) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux;
- 4) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 5) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

* * *

(Dépôt: le 19.11.2001)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (15.11.2001)	1
2) Exposé des motifs.....	2
3) Texte du projet de loi	6
4) Commentaire des articles	12

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse est autorisée à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant

- 1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
- 2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 3) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux;

- 4) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 5) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales.

Palais de Luxembourg, le 15 novembre 2001

*Le Ministre la Famille, de la Solidarité
sociale et de la Jeunesse,*
Marie-Josée JACOBS

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

Le présent projet de loi poursuit un double objectif:

- 1) augmentation du montant des allocations familiales de 1000.- F (équivalent à 24,75 € à l'indice actuel) par enfant et mois à partir du 1er janvier 2002;
- 2) restructuration et simplification ainsi qu'assouplissement de certaines dispositions légales.

Le Gouvernement a profité de l'opportunité pour regrouper ces objectifs relatifs aux allocations familiales dans un seul projet de loi afin de présenter un paquet de modifications dont l'augmentation des allocations familiales et l'introduction de l'euro doivent nécessairement entrer en vigueur le 1er janvier 2002. Finalement plusieurs améliorations ponctuelles ont été rendues nécessaires afin de simplifier et de clarifier certaines dispositions législatives dont une partie a donné lieu à des contestations nombreuses et souvent même à un contentieux.

*

1) AUGMENTATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

A l'instar de plusieurs augmentations des allocations familiales dans le passé récent, le Gouvernement vient de décider d'augmenter les allocations familiales de 1000.- F par enfant (soit 24,75 € à l'indice actuel) et mois. Il ne semble pas nécessaire de revenir sur la nature et la finalité des allocations familiales, alors que lors des dernières réformes ces points ont été largement discutés. Rappelons simplement que si à l'origine les allocations familiales étaient considérées comme un sursalaire s'ajoutant au revenu familial, l'introduction généralisée des allocations familiales par la loi de 1964 transforma leur finalité et en fit un moyen essentiellement de politique familiale régie par le principe d'équité et de justice sociale. Ensemble avec les abattements pour enfants en matière d'imposition directe, les allocations familiales forment aujourd'hui l'instrument essentiel de compensation des charges familiales.

Le rapport Calot de 91 releva qu'une politique globale et cohérente rendait nécessaire une vision d'ensemble liant les prélèvements fiscaux aux prestations familiales. Plus précisément conclut-il: *„Cependant, il est clair que l'allègement de la fiscalité directe ne saurait modifier la situation des non-contribuables: seuls bénéficient de l'allègement de l'impôt les ménages qui, avant la réforme [de 1992], étaient redevables d'un impôt sur le revenu. Il s'ensuit que les familles à revenu modeste et à nombre d'enfants élevé voient leur situation absolue demeurer inchangée, mais leur situation relative se détériorer par rapport à celle des familles à revenu supérieur ou à nombre d'enfants plus faible.“*

Ces principes, qui ont déjà présidé aux différentes lois portant augmentation des allocations familiales depuis 1992, sont toujours d'actualité.

Dans le dernier projet de loi devenu loi du 23 décembre 1998 et concernant l'augmentation des allocations familiales (voir: Doc. parl. No 4447⁵ du 29.10.1998) l'exposé des motifs résume le projet gouvernemental comme suit:

„Le Gouvernement propose afin d'atteindre la finalité proposée par le professeur CALOT, et suivant en cela les recommandations du Conseil économique et social, d'un côté une augmentation linéaire de l'allocation familiale et, de l'autre, un correctif dans le barème de la bonification

d'impôts par enfant. Ces deux mesures prises simultanément permettront d'introduire le critère de sélectivité souhaité par la Chambre des Députés. De la sorte, une partie du gain de pouvoir d'achat ayant résulté des allègements fiscaux pour les contribuables ayant des enfants dans leur ménage sera étendue à tous les ménages avec enfants, sans que les acquis de la réforme fiscale ne soient remis en cause.

Le présent projet de loi, complémentaire à la réforme fiscale de 2002, a une finalité analogue que celle de la loi du 23 décembre 1992 (Mémorial A 1992, page 1.698) et poursuit également la démarche entamée par la loi du 15 décembre 1997 (Mémorial A 1997, page 3.284).

Si cependant le présent projet propose d'augmenter l'allocation familiale de 297,47.– € par enfant et par année, le Gouvernement a décidé, contrairement aux différentes mesures antérieures, qu'il n'y a pas lieu à réduction de la modération de l'impôt pour charge d'enfants. Par contre, la présente mesure qui permettra, comme en 1998, de faire bénéficier les ménages dont les revenus ne sont pas ou peu soumis à une retenue fiscale, s'explique par un abaissement généralisé de l'impôt.

La politique fiscale est limitée dans ses effets en ce qui concerne les transferts sociaux et donc quant au rétablissement de l'équité sociale, notamment à l'égard des personnes et familles qui sont imposées au taux zéro. Aussi importa-t-il de trouver un autre instrument de la redistribution des transferts sociaux.

Selon le Gouvernement, la prise en compte des enfants se fait en principe par la modération d'impôt tout en continuant à renforcer le soutien aux familles avec enfants par le biais des allocations familiales. Cette approche, qu'on qualifie „de double système de compensation des charges familiales“, nécessite une certaine coordination entre politique fiscale et politique familiale.

Rappelons que le projet gouvernemental de la réforme fiscale pour 2002 propose un tarif d'imposition des personnes physiques au taux d'entrée de 8% (contre 14% en 2001) ce qui entraîne une augmentation du minimum tarifaire exonéré qui passe de 13.386,25 € à 19.335,69 € (classe 2 et 1a).

Pour vérifier l'effet des transferts, le Gouvernement a commandité un rapport au CEPS qui a analysé les effets de la réforme fiscale 2002 dans l'optique des transferts sociaux aux familles. Ce rapport n'est pas encore disponible.

L'augmentation des allocations familiales de 1.000.– F par enfant et par mois entraîne une augmentation généralisée des allocations familiales comme suit:

*Anciens et nouveaux montants de base par enfant
des allocations familiales normales (n.i. 100)*

<i>Groupe familial de</i>	<i>Montants actuels au n.i. 100 par enfant et mois</i>	<i>Augmentation proposée au n.i. 100 par enfant et mois</i>	<i>Nouveau montant par enfant et mois</i>
1 enfant	24,27 €	4,19 €	28,46 €
2 enfants	29,60 €	4,19 €	33,79 €
3 enfants	36,84 €	4,19 €	41,03 €
4 enfants	40,45 €	4,19 €	44,64 €
5 enfants	42,62 €	4,19 €	46,81 €

*Anciens et nouveaux montants de base par enfant
des allocations familiales normales (n.i. 590,84)*

<i>Groupe d'enfants</i>	<i>Montants actuels par enfant et mois</i>	<i>Augmentation proposée par enfant et mois</i>	<i>Nouveau montant par enfant et mois</i>
1 enfant	143,40 €	24,75 €	168,15 €
2 enfants	174,89 €	24,75 €	199,64 €
3 enfants	217,67 €	24,75 €	242,42 €
4 enfants	238,99 €	24,75 €	263,75 €
5 enfants	251,82 €	24,75€	276,57 €

***Estimation du coût des mesures concernant l'augmentation
des allocations familiales***

Au 31 août 2001, le nombre d'enfants bénéficiaires des allocations familiales s'élevait à 155.425, de sorte qu'il atteindra probablement le chiffre de 156.000 enfants au 31.12.2001. Les données disponibles au moment de l'élaboration du présent projet font état d'une progression moyenne du nombre d'enfants bénéficiaires de 3,5% pour 2001. En admettant la même progression du nombre d'enfants bénéficiaires pour 2002, les allocations payées au 31.12.2002 avoisineront quelque 162.100 unités. Ainsi, le nombre moyen d'allocations familiales servant de base aux estimations qui suivent s'élève à 160.000 unités.

Coût supplémentaire des allocations familiales pour 2002

– En ce qui concerne les allocations familiales normales:

<i>Nombre d'enfants</i>	<i>Coût par enfant par mois n.i. 100</i>	<i>Coût annuel global n.i. 100</i>	<i>Coût annuel global n.i. 603,15</i>
160.000	4,1894.– €	8.043.648.– €	48,5 mio €

– En ce qui concerne les allocations différentielles:

D'après les estimations de la CNPF, le nombre d'allocations différentielles liquidées concerne environ 8.600 dossiers ce qui équivaut à peu près à 15.600 enfants bénéficiaires supplémentaires. Ce nombre est basé sur les statistiques de fin d'année et ne tient pas compte des mouvements en cours d'année. Par ailleurs, cette estimation ne tient pas compte non plus d'allocations différentielles supplémentaires engendrées par la présente augmentation.

<i>Nombre d'enfants</i>	<i>Coût par enfant par mois n.i. 100</i>	<i>Coût annuel global n.i. 100</i>	<i>Coût annuel global n.i. 603,15</i>
15.600	4,1894.– €	784.256.– €	4,73 mio €

– En ce qui concerne l'allocation spéciale supplémentaire:

Le nombre de personnes bénéficiaires de l'allocation spéciale supplémentaire peut être estimé à 1% par rapport au nombre d'enfants bénéficiant d'allocations familiales normales. Pour 2002 ce nombre peut être estimé en moyenne à 1.560 bénéficiaires.

<i>Nombre d'enfants</i>	<i>Coût par enfant par mois n.i. 100</i>	<i>Coût annuel global n.i. 100</i>	<i>Coût annuel global n.i. 603,15</i>
1.560	4,1894.– €	78.426.– €	473.026 €

– En ce qui concerne le coût global de la mesure proposée:

Le coût global des mesures proposées s'élève donc à quelque 53,80 mio € et sera pris en charge par le budget de l'Etat. Le projet de budget de 2002 tient déjà compte de ce coût supplémentaire.

*

2) AUTRES MODIFICATIONS PROPOSEES DE LA LEGISLATION RELATIVE AUX ALLOCATIONS FAMILIALES

A côté de l'augmentation du montant des allocations familiales, il est profité du présent projet pour proposer un certain nombre de modifications rendues nécessaires voire qui méritent d'être mieux précisées. Dans le présent exposé des motifs, les principales modifications ne seront que simplement énumérées et elles seront commentées dans le commentaire des articles.

1. Redéfinition plus précise et simplification des conditions d'ouverture du droit face surtout à l'environnement international qui devient de plus en plus complexe; notamment suppression du stage de 6 mois pour les personnes non communautaires.
2. Précision du groupe familial et extension aux grands-parents qui accueillent leurs petits-enfants.
3. Disposition de non-cumul entre l'octroi des allocations familiales avec la nouvelle création d'un revenu pour personnes gravement handicapées. (Doc. parl. No 4827 du 6.9.01) ainsi que d'une disposition transitoire.
4. Augmentation du délai de prescription des demandes d'allocations familiales qui passe de un à désormais deux ans.

*

3) AUTRES MODIFICATIONS LEGISLATIVES

- a) La loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire est légèrement modifiée en ce que cette allocation ne doit plus être versée en août lorsque l'étudiant a déjà clôturé ses études ou est sur le point de les clôturer et ne participe plus à la rentrée scolaire qui suit immédiatement ce mois d'août.
- b) En second lieu, il est proposé d'abroger la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux. Cette loi est tombée en désuétude alors que les conditions d'octroi sont telles qu'il n'y a plus de bénéficiaire depuis les dernières années.
- c) Finalement il est proposé d'étendre certaines prestations en cas d'accouchement multiple (allocation d'éducation et indemnité du congé parental) et d'éviter ainsi les différences de traitement entre naissance multiple par rapport aux naissances simples.

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. La loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales est modifiée comme suit:

1. Les alinéas 1 à 6 de l'article 1er sont remplacés comme suit:

Art. 1er. A droit aux allocations familiales dans les conditions prévues par la présente loi,

- a) pour lui-même, tout enfant résidant effectivement et d'une façon continue au Luxembourg et y ayant son domicile légal;
- b) pour les membres de sa famille, conformément à l'instrument international applicable, toute personne soumise à la législation luxembourgeoise et relevant du champ d'application des règlements communautaires ou d'un autre instrument bi- ou multilatéral conclu par le Luxembourg en matière de sécurité sociale et prévoyant le paiement des allocations familiales suivant la législation du pays d'emploi. Est considéré comme membre de la famille d'une personne au sens de la présente loi l'enfant appartenant au groupe familial de cette personne, tel que défini à l'article 2.

La condition suivant laquelle l'enfant doit avoir son domicile légal au Luxembourg est présumée remplie dans le chef de l'enfant mineur lorsque la personne

- auprès de laquelle l'enfant a son domicile légal conformément à l'article 108 du code civil, ou bien
- dans le ménage de laquelle l'enfant est élevé et au groupe familial de laquelle il appartient en application de l'article 2, a elle-même son domicile légal au Luxembourg conformément à l'alinéa 3.

Est considérée comme ayant son domicile légal au Luxembourg pour le besoin de la présente loi toute personne qui est autorisée à y résider, y est légalement déclarée et y a établi sa résidence principale. Pour la personne reconnue apatride sur base de l'article 23 de la convention relative au statut des apatrides faite à New York, le 28 septembre 1954 et pour celle reconnue réfugiée politique au sens de l'article 23 de la convention relative au statut de réfugié politique, signée à Genève, le 28 juillet 1951, la décision de reconnaissance vaut autorisation de résider. Les dispositions du présent alinéa sont applicables au mineur émancipé et au bénéficiaire majeur continuant à avoir droit aux allocations familiales.

La condition suivant laquelle l'enfant doit résider effectivement et d'une façon continue au Luxembourg

- a) ne vient pas à défaillir par une interruption de moins de trois mois. En cas d'interruptions successives, la durée totale des périodes d'absence ne doit pas dépasser trois mois par an.
- b) est présumée remplie lorsque l'enfant a la qualité de membre de la famille d'une personne qui, tout en conservant son domicile légal au Luxembourg, réside temporairement à l'étranger avec sa famille, du fait qu'elle-même ou son conjoint non séparé
 - y poursuit des études supérieures, universitaires ou professionnelles ou un stage afférent, reconnus par les autorités luxembourgeoises compétentes, ou bien
 - y est détachée par son employeur et qu'elle reste soumise à la législation luxembourgeoise sur la sécurité sociale, ou bien fait partie d'une mission diplomatique luxembourgeoise à l'étranger ou du personnel de pareille mission, ou bien
 - se trouve en mission de coopération au développement en qualité d'agent de la coopération ou de coopérant dans le cadre de la loi du 25 avril 1989 remplaçant la loi du 13 juillet 1982 relative à la coopération au développement, ou bien
 - participe à une opération pour le maintien de la paix en exécution de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix dans le cadre d'organisations internationales, ou bien
 - exerce une activité en qualité de volontaire au sens de la loi du 28 janvier 1999 sur le service volontaire.

2. A l'article 2, les alinéas 2 à 5 sont remplacés comme suit:

„Sont considérés comme appartenant à un même groupe familial au sens de la présente loi, pour autant qu'ils remplissent les conditions d'octroi des allocations familiales, tous les enfants légitimes

ou légitimés issus des mêmes conjoints, ainsi que tous les enfants adoptés par les mêmes conjoints en vertu d'une adoption plénière.

Sont assimilés aux enfants légitimes d'une personne, aussi longtemps qu'ils sont légalement déclarés et élevés dans son ménage et qu'ils remplissent les conditions visées à l'alinéa précédent

- a) les enfants adoptés en vertu d'une adoption simple;
- b) ses enfants naturels qu'elle a reconnus;
- c) les enfants du conjoint;
- d) ses petits-enfants, lorsqu'ils sont orphelins ou que les parents ou celui d'entre eux qui en a la garde effective sont incapables au sens de la loi.

Lorsqu'un des enfants énumérés à l'alinéa 3 ci-dessus cesse d'être élevé dans le ménage y visé, le montant des allocations familiales dû en sa faveur est refixé par rapport à son groupe d'origine. A défaut de groupe d'origine ou dans le cas où la situation actuelle est plus favorable, il est fixé par rapport à la situation actuelle de l'enfant. Le groupe des enfants continuant à être élevés dans le ménage visé à l'alinéa 3 est réduit en conséquence.

La caisse nationale des prestations familiales peut étendre le groupe familial du tuteur ou du gardien effectif aux enfants recueillis par une personne qui exerce la tutelle ou le droit de garde en vertu d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou de toute autre mesure légale de garde, dûment certifiée par l'autorité compétente, à condition que le placement soit durable et que cette solution soit plus favorable pour le bénéficiaire. Est considéré comme durable tout placement ordonné pour la durée d'une année au moins."

3. Les alinéas 1 à 3 de l'article 3 sont remplacés comme suit:

„L'allocation est due à partir du mois de naissance jusqu'à l'âge de dix-huit ans accomplis.

Sauf pour le mois de la naissance, les conditions pour l'octroi de l'allocation doivent être remplies au premier de chaque mois. En cas d'arrivée de l'enfant sur le territoire luxembourgeois, elles sont remplies à partir du premier du mois suivant celui au cours duquel l'enfant remplissant les conditions prévues à l'article 1er est légalement déclaré au Luxembourg. Tout changement intervenu au cours d'un mois n'est pris en considération qu'au premier du mois suivant.

L'allocation est maintenue jusqu'à l'âge de vingt-sept ans accomplis au plus, si le bénéficiaire s'adonne à titre principal à des études secondaires, secondaires techniques, professionnelles, supérieures ou universitaires ainsi qu'aux activités de volontariat au sens de la loi du 28 janvier 1999 sur le service volontaire. Les périodes passées à l'étranger pour le besoin des études, de la formation professionnelle ou du service volontaire sont assimilées à des périodes de résidence au Luxembourg, à condition que le bénéficiaire conserve son domicile légal au Luxembourg, qu'il reste soumis à la législation luxembourgeoise en matière de sécurité sociale et que les études ou la formation professionnelle conduisent à une qualification officiellement reconnue par les autorités luxembourgeoises, sinon par celles de l'Etat sur le territoire duquel les études ou la formation professionnelle sont effectuées, ou que le service volontaire effectué à l'étranger corresponde aux activités définies par la loi du 28 janvier 1999. La caisse nationale des prestations familiales peut déroger, à titre exceptionnel et individuel, à la condition suivant laquelle le bénéficiaire doit rester soumis à la législation luxembourgeoise en matière de sécurité sociale. Un règlement grand-ducal peut déterminer les conditions d'application des présentes dispositions."

4. L'alinéa 4 de l'article 3 est abrogé. L'alinéa 6 est remplacé comme suit:

„Sauf en cas d'études, l'allocation cesse également, à titre définitif, à partir du mois suivant le mariage du bénéficiaire."

5. Les alinéas 1, 2 et 5 de l'article 4 sont remplacés par les dispositions suivantes:

„L'allocation est fixée à

- vingt-huit euros et quarante-six cents par mois pour un enfant;
- trente-trois euros et soixante-dix-neuf cents par mois pour chaque enfant d'un groupe de deux enfants;
- quarante et un euros et trois cents par mois pour chaque enfant d'un groupe de trois enfants.

Le montant alloué pour chaque enfant d'un groupe de quatre enfants ou plus est déterminé par division du produit obtenu par l'addition du montant des allocations dues pour un groupe de trois

enfants et d'un montant de cinquante-cinq euros et quarante-huit cents pour chaque enfant à partir du quatrième par le nombre d'enfants présents dans le groupe. Le montant ainsi calculé est fixé à deux décimales près. Les fractions de cents sont arrondies vers le bas si elles sont strictement inférieures à cinq millièmes d'euros.

Tout enfant âgé de moins de dix-huit ans, atteint d'une ou de plusieurs affections constitutives d'une insuffisance ou diminution permanente d'au moins cinquante pour cent de la capacité physique ou mentale d'un enfant normal du même âge a droit à une allocation spéciale supplémentaire de vingt-huit euros et quarante-six cents par mois. Ce droit cesse à partir du mois suivant celui au cours duquel il est constaté médicalement que la diminution de la capacité de l'enfant, telle que définie ci-avant, est inférieure à cinquante pour cent."

6. L'alinéa 6 de l'article 4 est abrogé.

7. L'article 5 est remplacé comme suit:

„Les allocations prévues à l'article 4 sont versées aux parents si l'enfant est élevé dans leur ménage commun. Les parents désignent librement celui d'entre eux entre les mains duquel le paiement doit se faire.

Dans les autres cas elles sont versées à celui des parents ou à la personne physique ou morale qui exerce la garde effective de l'enfant. En cas de placement de l'enfant dans une institution publique ou privée, le paiement peut être maintenu en faveur des parents lorsque les frais du placement ne sont pas à charge de l'institution ou que les parents y contribuent.

Au cas où les allocations sont versées pour le compte d'une institution non luxembourgeoise en application de l'article 23, alinéa 5, elles peuvent être payées, avec effet libératoire, à la personne à laquelle les allocations doivent être versées en vertu de la législation ou réglementation applicable à l'institution compétente.

L'allocation familiale est versée à l'enfant mineur émancipé et au bénéficiaire majeur continuant à y avoir droit, s'ils en font la demande.

En cas de litige, la caisse nationale des prestations familiales décide du paiement dans l'intérêt de l'enfant."

8. L'alinéa 1 de l'article 6 est remplacé comme suit:

„Il est créé une caisse nationale des prestations familiales qui a dans ses attributions la gestion des prestations familiales et notamment des allocations familiales, des allocations de naissance, de maternité, d'éducation, de rentrée scolaire, ainsi que de l'indemnité de congé parental. A la demande ou avec l'accord du ministre compétent et en relation avec sa mission, la caisse peut réaliser des études et des publications relatives aux prestations familiales et aux familles bénéficiaires, dont le financement tombe sous la disposition de l'article 12, alinéa 2."

9. A l'alinéa 2 de l'article 9, le numéro 2° est remplacé comme suit:

„de statuer au sujet des cotisations et amendes d'ordre, sous réserve des dispositions du livre IV du code des assurances sociales;“

10. L'alinéa 2 de l'article 11 est remplacé comme suit:

„Sur proposition du comité directeur le Gouvernement peut lui adjoindre, avec le caractère de fonctionnaire de l'Etat, un ou plusieurs conseillers auxquels le président peut, pour autant que de besoin, déléguer ses fonctions.“

11. L'article 13 est remplacé comme suit:

„La caisse est soumise à la haute surveillance du Gouvernement, laquelle s'exerce par l'Inspection générale de la sécurité sociale. L'autorité de surveillance veille à l'observation des prescriptions légales, réglementaires et statutaires.

L'autorité de surveillance pourra, en tout temps, contrôler ou faire contrôler la gestion de la caisse.

La caisse est tenue de présenter ses livres, pièces justificatives, valeurs et espèces, ainsi que les documents relatifs au contenu des livres. Elle est tenue de faire toutes autres communications que l'autorité de surveillance juge nécessaire à l'exercice de son droit de surveillance.“

12. L'alinéa 3 de l'article 14 est abrogé.

13. L'article 23 est remplacé comme suit:

„Les prestations sont payées sur la déclaration écrite des personnes qui prétendent au droit au paiement en vertu des articles 1er à 5. La demande n'est admissible que si elle est complète et signée par le demandeur.

Les déclarants sont tenus de notifier dans le délai d'un mois tout fait pouvant donner lieu à réduction ou extinction de leurs droits. Ils sont tenus d'une façon générale de fournir tous les renseignements et données jugés nécessaires pour pouvoir constater l'accomplissement des conditions prévues pour l'octroi des allocations prévues par la présente loi.

Les pièces à fournir par les administrations de l'Etat et des communes pour l'application de la présente loi sont exemptes de tous droits ou taxes.

Les prestations sont payées au cours du mois pour lequel elles sont dues.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le paiement mensuel des compléments différentiels dus, soit au titre de la législation nationale, soit au titre de la réglementation communautaire, peut se faire au cours du mois qui suit celui pour lequel le complément est dû. La caisse est autorisée à verser, en lieu et place du complément différentiel en application des règlements communautaires, le montant intégral des prestations prévues par la présente loi à titre d'avance sur les prestations non luxembourgeoises dues prioritairement et pour le compte de l'institution compétente. Les modalités de remboursement seront réglées par voie d'accord bilatéral dans le cadre des règlements communautaires.

Lorsque le paiement mensuel du complément différentiel est effectué à titre provisionnel, il donne lieu à un décompte annuel. Dans les cas où le paiement mensuel n'est pas possible, le complément différentiel est effectué annuellement ou semestriellement sur présentation d'une attestation de paiement des prestations non luxembourgeoises touchées pendant la période de référence.“

14. A l'article 24, l'alinéa 2 est abrogé et remplacé par l'actuel alinéa 3 qui prend la teneur suivante:

„Celui qui a indûment obtenu une allocation par défaut de la déclaration prescrite ou qui a frauduleusement amené la caisse à fournir une allocation qui n'était pas due ou qui n'était due qu'en partie, peut être puni d'une amende d'ordre jusqu'à concurrence des sommes indûment perçues sans préjudice de la répétition desdites sommes. Cette amende est fixée par le comité directeur de la caisse ou l'organe administratif qui en assure la gestion. Est considéré comme défaut de la déclaration prescrite au sens du présent article le défaut de déclarer le changement de résidence auprès de la ou des administrations communales compétentes.“

L'alinéa 4 devient le nouvel alinéa 3.

15. L'alinéa 1 de l'article 25 est remplacé comme suit:

„Le droit aux allocations prévues par la présente loi ne se prescrit pas. Les arrérages non payés se prescrivent par deux ans à partir de la fin du mois pour lequel ils sont dus. La prescription n'est interrompue valablement que par une demande admissible au sens de l'article 23, alinéa 1.“

16. La première phrase de l'alinéa 2 de l'article 26 prend la teneur suivante:

„La prestation prévue à l'article 4 peut être cédée, mise en gage ou saisie jusqu'à concurrence de la moitié du terme mensuel dû pour couvrir:“

17. Un article 33 nouveau conçu comme suit est ajouté:

Art. 33. L'ancien alinéa 4 de l'article 3 et l'ancien alinéa 6 de l'article 4 demeurent applicables pour les personnes bénéficiaires de l'allocation familiale et de l'allocation spéciale supplémentaire au moment de l'entrée en vigueur de la loi du ... portant création d'un droit à un revenu pour personnes gravement handicapées.

Est considérée comme bénéficiaire au sens du présent article la personne dont la demande est valablement introduite.

Toutefois, ces allocations ne sont plus dues lorsque la personne infirme ou atteinte de maladie chronique est admise au bénéfice du revenu prévu à l'article 3 de la loi du ... portant création d'un droit à un revenu pour personnes gravement handicapées ou à une prestation non luxembourgeoise de même nature.

Art. 2. La loi du 8 mars 1984 portant création d'un régime de prêts aux jeunes époux est abrogée.

Art. 3. La loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire est modifiée comme suit:

1. L'article 4 est complété d'un nouvel alinéa 4 qui a la teneur suivante:

„Par dérogation à l'alinéa 1, l'allocation n'est plus versée pour le mois d'août de l'année civile au cours de laquelle les études sont clôturées.“
2. L'énumération de l'article 6 est complétée par l'article 23, alinéas 2 à 6.

Art. 4. La loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation est modifiée comme suit:

1. Le paragraphe (1) a) de l'article 2 est remplacé comme suit:

„Peut prétendre à l'allocation d'éducation toute personne qui:

 - a) – a son domicile légal au Grand-Duché de Luxembourg et y réside effectivement, ou bien
 - est affiliée obligatoirement à la sécurité sociale luxembourgeoise au titre d'une activité professionnelle et relève du champ d'application des règlements communautaires;“
2. Il est ajouté un nouvel alinéa 2 au paragraphe (1) de l'article 2, dont la teneur est la suivante:

„Est considérée comme ayant son domicile légal au Luxembourg pour les besoins de la présente loi toute personne qui est autorisée à y résider, y est légalement déclarée et y a établi sa résidence principale. Pour la personne reconnue apatride sur base de l'article 23 de la convention relative au statut des apatrides faite à New York, le 28 septembre 1954 et pour celle reconnue réfugiée politique au sens de l'article 23 de la convention relative au statut de réfugié politique, signée à Genève, le 28 juillet 1951, la décision de reconnaissance vaut autorisation de résider.“
3. L'alinéa 2 de l'article 3 est remplacé comme suit:

„Sont considérés comme revenus de remplacement au sens de la présente loi, les indemnités pécuniaires en cas de maladie, maternité, de chômage, d'accident de travail et de maladies professionnelles, l'indemnité de congé parental, ainsi que toutes prestations non luxembourgeoises de même nature. Est considérée au même titre la conservation légale ou conventionnelle de la rémunération à l'échéance d'un des risques prévus.“
3. L'alinéa 1 de l'article 5 est remplacé comme suit:

„L'allocation d'éducation est due à partir du premier jour du mois qui suit, soit l'expiration du congé de maternité ou du congé d'accueil, soit l'expiration de la huitième semaine qui suit la naissance.“
4. L'alinéa 4 de l'article 5 est remplacé comme suit:

„Par dérogation à l'alinéa qui précède,

 - a) l'allocation est maintenue en faveur de l'attributaire qui élève dans son foyer, soit des jumeaux, soit trois enfants ou plus tant que les ou l'un des enfants sont âgés de moins de quatre ans accomplis;
 - b) la limite d'âge pour le paiement de l'allocation en cas de naissance ou d'adoption multiple de plus de deux enfants, est relevée de deux ans par enfant supplémentaire en faveur de l'attributaire remplissant les conditions sous a).

En cas d'adoption multiple d'enfants d'âges différents, la limite d'âge est appliquée par rapport au plus jeune des enfants adoptés.“
5. L'article 7 est remplacé comme suit:

„L'allocation d'éducation est suspendue jusqu'à concurrence de toute prestation non luxembourgeoise de même nature due pour le ou les mêmes enfants.

A l'exception de l'allocation d'éducation prolongée pour un groupe de trois enfants ou plus ou pour un enfant handicapé, elle n'est pas due au cas où l'un des parents bénéficie pour le ou les mêmes enfants de l'indemnité de congé parental prévue par la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales ou d'une prestation non luxembourgeoise versée au titre d'un congé parental. Toutefois, au cas où, pour une naissance ou une adoption multiple, la prestation non luxembourgeoise n'est pas prolongée en fonction du nombre d'enfants, l'interdiction du cumul porte sur la seule période de l'allocation jusqu'à l'âge de 2 ans des enfants.“

Art. 5. La loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales est modifiée comme suit:

1. L'alinéa 3 de l'article 2 est remplacé comme suit:

„Par dérogation aux alinéas qui précèdent, le congé parental est accordé intégralement pour chaque enfant d'une naissance ou d'une adoption multiple. Le choix du parent pour le congé parental s'applique à tous les enfants de la même naissance ou adoption.“

2. L'alinéa 6 de l'article 3 est remplacé comme suit:

„Si les deux parents, remplissant les conditions, demandent tous les deux le congé parental, la priorité sera accordée à celui des parents dont le nom patronymique est le premier dans l'ordre alphabétique.“

3. L'article 10 est remplacé comme suit:

„L'indemnité accordée pour le congé prévu à l'article 3, paragraphe (4) n'est cumulable ni avec l'allocation d'éducation ou une prestation non luxembourgeoise de même nature, ni avec une prestation non luxembourgeoise due au titre d'un congé parental, accordées pour le ou les mêmes enfants, à l'exception de l'allocation d'éducation prolongée pour un groupe de trois enfants ou plus ou pour un enfant handicapé, ou d'une prestation non luxembourgeoise équivalente.

Au cas où l'un des parents demande et accepte, nonobstant l'interdiction de cumul et même postérieurement à la cessation du paiement de l'indemnité, une prestation non luxembourgeoise telle que visée à l'alinéa précédent pour la période jusqu'à l'âge de 2 ans de l'enfant, les mensualités de l'indemnité déjà versées donnent lieu à restitution. En cas de cumul avec une allocation d'éducation prévue par la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation, l'indemnité accordée pour le congé parental est maintenue et le montant de l'allocation d'éducation déjà versé est compensé avec les mensualités de l'indemnité à échoir. A défaut de pouvoir être compensé, le montant visé ci-avant donne lieu à restitution.

Le parent qui a bénéficié de l'allocation d'éducation ou d'une prestation non luxembourgeoise de même nature n'a plus droit, pour le même enfant, à l'indemnité accordée pour le congé prévu à l'article 3, paragraphe (5).

L'indemnité accordée pour le congé prévu à l'article 3, paragraphe (5) ne peut être versée simultanément avec l'allocation d'éducation ou une prestation non luxembourgeoise de même nature demandée par l'autre parent pour le ou les mêmes enfants, à l'exception de l'allocation d'éducation prolongée pour un groupe de trois enfants ou plus ou pour un enfant handicapé ou d'une prestation non luxembourgeoise équivalente. Au cas où les deux prestations sont demandées pour la même période, seule l'indemnité de congé parental est versée. Le montant correspondant aux mensualités de l'allocation d'éducation ou de la prestation non luxembourgeoise déjà versées cumulativement avec l'indemnité accordée pour le congé parental est compensé avec les mensualités de l'indemnité à échoir. A défaut de pouvoir être compensé, le montant visé ci-avant donne lieu à restitution.

En cas de concours des deux prestations dans le chef du même parent pour deux enfants différents, les mensualités de l'allocation d'éducation échues pendant la durée du congé parental sont suspendues. Le montant mensuel de l'allocation de même nature versée au titre d'un régime non luxembourgeois est déduit du montant mensuel de l'indemnité accordée pour le congé parental jusqu'à concurrence de six mensualités. A défaut de pouvoir être compensé, le montant visé ci-avant donne lieu à restitution.

Le rejet définitif, par la Caisse, de la demande en obtention de l'indemnité prévue à l'article 8 ne préjuge pas de l'octroi éventuel d'un congé parental par l'employeur dans les conditions prévues par la directive 96/34/CE du Conseil du 31 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES.“

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Ad article 1er. Loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales

1. Les modifications proposées dans le cadre du premier chapitre de la loi du 19 juin 1985 aspirent à une clarté accrue des dispositions applicables, lesquelles donnent lieu, dans leur teneur actuelle, non seulement à de nombreux malentendus de la part des personnes concernées, mais également à maints litiges aboutissant parfois à des décisions judiciaires contradictoires selon la composition de la juridiction sociale.

Dans le contexte de ce processus de simplification qui se traduit d'abord par un enchaînement plus logique des conditions d'octroi et des définitions, les six premiers alinéas de l'article 1er ont été redéfinis et condensés en quatre nouveaux alinéas en fonction des quatre critères suivants:

- a) mise à égalité des conditions d'octroi pour les résidents et les non-résidents;
- b) suppression du stage de résidence de six mois pour les non-communautaires;
- c) définition précise de la condition du domicile légal dans le présent contexte;
- d) définition précise de la résidence de l'enfant au Luxembourg.

ad a)

Face à l'évolution du droit communautaire, les restrictions territoriales du droit national perdent rapidement en importance et souvent même en légitimité dans beaucoup de domaines, tel que celui de la sécurité sociale dont relèvent les allocations familiales dans le contexte international.

Le texte actuel de la loi du 19 juin 1985 tient compte du droit né de l'application des instruments internationaux comme d'une exception à un principe basé sur la territorialité. Avec la reconnaissance, maintes fois rappelée par la CJCE, du principe de la libre circulation jointe à la prise de conscience de la citoyenneté européenne, cette conception du droit a perdu sa raison d'être et doit être remplacée par un traitement égalitaire avec le droit purement national, à l'instar de ce que prévoit déjà la loi du 12 février 1999 par rapport aux conditions d'ouverture du congé parental.

Toutefois, la qualité du droit à l'allocation familiale n'est ici pas la même qu'en droit national, où le droit personnel de l'enfant, ouvert au titre de sa résidence sur le territoire national, avait été institué en 1985. En droit international, le droit est d'abord ouvert au titre de l'activité du ou des parents qui en sont également les titulaires en faveur de leurs enfants. Il est ainsi traditionnellement admis que ces derniers ont seulement un droit dérivé.

Ensuite, ce droit est susceptible d'être restreint par des critères de sélection propres à l'instrument international applicable qui peuvent en limiter le champ d'application en fonction du statut spécifique de l'ayant droit. C'est ainsi que dans le cadre du règlement 1408/71, le champ d'application matériel des prestations dues aux pensionnés diffère considérablement de celui applicable aux travailleurs actifs (voir p.ex.: CJCE Arrêt C-43/99 du 15 février 2001 aff. Leclere contre CNPF).

Les restrictions du droit s'appliquent parfois dans une mesure beaucoup plus large au niveau des conventions où des règles totalement opposées aux principes de la réglementation communautaire peuvent être érigées, telles la limitation des montants payables au titre de la convention, voire le principe de la compétence du pays de résidence.

Afin de tenir compte de ces particularités, le présent projet délimite le champ d'application des instruments internationaux autres que les règlements communautaires, applicables aux allocations familiales, à ceux basés sur le principe de la compétence du pays d'emploi.

ad b)

Il est proposé d'abolir le stage de résidence de six mois auquel le texte actuel subordonne l'ouverture du droit aux allocations familiales pour les non-communautaires. Au cas où la légalité de leur résidence est assurée, cette restriction qui ne s'applique d'ailleurs qu'aux personnes inactives, semble en effet superfétatoire tout en occasionnant un important surcroît de travail d'instruction au niveau de la CNPF. Elle est en outre en contradiction avec les conditions d'octroi des allocations de naissance et de maternité qui n'imposent plus de durée de résidence depuis l'adaptation de ces textes suite à l'arrêt de la CJCE du 10 mars 1993. Il en résulte qu'un non-communautaire sans activité se voit actuellement accorder les primes pouvant atteindre un montant global de 3.863,12 € à la naissance, mais se voit refuser les

allocations familiales de 143,38 € par mois pour un enfant en bas âge, soit 860,29 € pour toute la période du stage de résidence.

ad c)

La notion du domicile légal, telle qu'elle est reprise dans les lois du 19 juin 1985, du 20 juin 1977, du 30 avril 1980, du 1er août 1988 et du 12 février 1999, tant par rapport à l'enfant que par rapport aux parents ou à l'un d'eux, a donné lieu à confusion, puisque cette notion, non autrement précisée dans le texte actuel, n'est employée par le code civil qu'à l'égard des mineurs et des majeurs interdits bénéficiant d'un domicile de dépendance en leur qualité de personnes protégées. Par rapport aux adultes, le droit commun applique la simple notion de domicile.

– *domicile légal des mineurs:*

Le nouvel alinéa 2 de l'article 1er précise la condition du domicile légal de l'enfant mineur par rapport, d'abord à l'article 108 du code civil, et ensuite à toute personne dans le ménage de laquelle l'enfant est élevé et au groupe familial de laquelle il appartient.

La première hypothèse est celle du droit commun et ne nécessite donc aucune explication particulière. Notons que les allocations familiales peuvent dans ce cas être versées à une tierce personne résidant au Luxembourg, chez laquelle l'enfant est déclaré, sans que la garde judiciaire n'ait été transférée au tiers visé, du moment que la personne désignée à l'article 108 du code civil est domiciliée au Luxembourg. Le tiers est alors simplement attributaire des prestations qui continuent à être calculées en fonction de la famille d'origine de l'enfant. Cette situation n'ouvre cependant pas droit à l'allocation d'éducation.

Dans la deuxième hypothèse qui constitue une exception du droit commun pour les besoins spécifiques de la présente loi, le domicile légal est subordonné à la double condition du ménage commun et de l'appartenance au groupe familial de la personne de référence. Cette disposition couvre toutes les hypothèses dans lesquelles l'enfant a été admis au groupe familial d'une personne autre que celles visées par l'article 108 précité.

Tel peut notamment être le cas de l'enfant élevé par ses grands-parents.

– *domicile légal des adultes:*

Le texte proposé maintient, par rapport à la personne de référence – adulte – la même notion, à savoir celle du domicile légal au Luxembourg. Cette notion a donné lieu à des jurisprudences divergentes, où l'on constate une tendance à accorder les prestations familiales à des familles ressortissantes de pays tiers qui vivent au Luxembourg sans autorisation de séjour, motif pris que l'intention du demandeur, père ou mère des enfants concernés, appréciée librement par le juge en fonction des circonstances, peut suffire aux termes de l'article 105 du code civil pour établir le domicile dans le pays en l'absence de déclaration à la commune de résidence. L'autorisation de séjour est considérée comme inopérante en tant que mesure de police jugée sans rapport avec la notion de domicile au sens du droit commun.

Ce raisonnement, qui s'appuie sur la jurisprudence française, alors que le droit français ne connaît plus la déclaration prévue à l'article 104 du code civil luxembourgeois, risque de conduire au paiement de prestations légales à des personnes en situation irrégulière voire illégale.

Tout en confirmant la référence au domicile visé par l'article 102 du code civil, à savoir le principal établissement, il s'avère donc nécessaire d'en définir l'attribut „légal“, essentiel en présence du fait qu'il s'agit d'une condition d'ouverture du droit à des prestations légalement garanties.

Afin de prévenir des abus de droit prévisibles, il est proposé de préciser le domicile légal, c'est-à-dire le principal établissement des personnes adultes en fonction de trois critères garantissant leur présence effective et légale sur le territoire luxembourgeois:

- l'autorisation de résider au Luxembourg. Pour les ressortissants communautaires et assimilés, cette autorisation est inhérente à leur citoyenneté européenne et n'a donc pas besoin d'être formalisée. Pour les non-communautaires, elle résulte de l'autorisation de séjour accordée par le ministre de la justice en application de l'article 4 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'oeuvre étrangère.
- la déclaration légale qui doit être faite auprès de la commune de résidence, d'un côté en application de l'article 105 du code civil, et d'un autre côté en application de l'article 8 de la loi du 22 décembre

1886 pour les Luxembourgeois et de l'article 3 de la loi modifiée du 28 mars 1972 pour les étrangers. Cette déclaration est subordonnée, dans le cas des non-communautaires, à l'autorisation de séjour préalable ou, lorsque l'intéressé est apatride ou demandeur d'asile, à l'octroi préalable du statut d'apatride aux termes de la Convention de New York ou du statut de réfugié aux termes de la Convention de Genève. Des catégories privilégiées, en l'occurrence les fonctionnaires européens, sont dispensées de l'obligation de déclaration, ce qui empêche tout contrôle de leur situation effective au cas où ils exercent leur prérogative. En fonction des dispositions proposées, les conditions d'octroi des allocations familiales ne sont pas remplies en cas de refus de déclaration.

- la résidence principale au Luxembourg. Cette précision permet de refuser les prestations dans l'hypothèse où le demandeur est certes déclaré au Luxembourg, mais n'y a qu'une résidence secondaire qui lui sert de pied-à-terre occasionnel, voire tout simplement une résidence essentiellement fictive (p. ex. à l'adresse de parents ou d'amis).

Les mêmes critères s'appliquent lorsque le bénéficiaire des allocations familiales est un mineur émancipé, en l'occurrence un étudiant marié, ou une personne majeure dont le droit aux allocations familiales est maintenu ou nouvellement établi, ce qui peut être le cas pour des jeunes qui s'établissent au Luxembourg après leur majorité pour y poursuivre des études.

Une disposition spécifique est prévue pour les apatrides et les demandeurs d'asile, assimilés aux nationaux dès lors qu'ils bénéficient de leur statut respectif. L'autorisation de séjour les concernant résulte dès lors de plein droit de la décision de reconnaissance du statut en question.

Il reste à noter que l'énumération figurant à l'alinéa 4 sous b) demeure inchangée.

ad d)

La condition que l'enfant doit être élevé d'une façon continue au Luxembourg est redéfinie en une condition de résidence effective non interrompue, sauf par des absences de courte durée, déjà exceptées au texte actuel et couvrant en principe les périodes de vacances. Le remplacement du terme „élevé“ par celui de „résidant“ met fin à toute divergence d'interprétation, culminant actuellement dans une certaine jurisprudence qui considère par exemple comme élevé au Luxembourg l'enfant qui fréquente une crèche dans notre pays tout en résidant avec ses parents à l'étranger.

2. A l'article 2, les alinéas 2 à 5 définissant le groupe familial sont également reformulés dans l'intérêt d'une plus grande transparence et donc d'une meilleure compréhension. Comme l'appartenance au groupe familial d'un travailleur soumis à la législation luxembourgeoise détermine non seulement le montant dû, mais en premier lieu le droit lui-même, il est fondamental de créer une base légale ne prêtant pas à des difficultés de compréhension. Ceci n'est guère le cas pour le texte actuel qui a été conçu à une époque où la terminologie employée s'orientait en fonction de critères nationaux et n'avait pas de répercussions majoritairement transfrontalières. Aujourd'hui, la CNPF doit expliquer chaque jour et mettre dans son contexte, face à la réglementation européenne, des notions telles que „enfant élevé dans le ménage de son auteur“ ou „enfant du second lit“.

Les principes de rattachement au groupe familial tels qu'ils furent définis en 1985 ne sont pas modifiés en substance. Trois modifications sont cependant à signaler:

- L'exigence, pour les enfants relevant d'un même groupe familial au titre de l'alinéa 3, d'être non seulement élevés dans le ménage de la personne de référence, mais d'y être également déclarés légalement. Cette disposition qui garantit la présence légale de l'enfant au sein du ménage dans lequel il est élevé, ne fait d'ailleurs qu'entériner la pratique exercée actuellement par la caisse.
- La distinction, motivée par des considérations d'ordre juridique, entre les adoptions plénières et les adoptions simples. Comme l'enfant adopté en vertu d'une adoption simple ne perd pas ses liens avec la famille d'origine, il n'est pas justifié de maintenir le groupe de la famille adoptive en cas de retour dans la famille d'origine.
- L'extension directe du groupe familial d'une personne aux enfants de son conjoint en cas de ménage commun. Dans le texte actuel, cette extension se situe dans un contexte de changement et est lié en particulier à la notion de remariage, étant de la sorte constamment sujette à interprétation lorsque les circonstances diffèrent. Quant à la référence actuelle aux enfants du deuxième lit, elle est supprimée comme étant superflue du fait que tous les enfants nés du ou des mêmes parents, élevés dans son ou dans leur ménage, constituent un même groupe familial, à condition, pour les enfants naturels, d'être reconnus par les parents ou par celui d'entre eux qui sert de personne de référence.

- L'admission directe des petits-enfants au groupe familial des grands-parents dans des conditions précises: cette disposition représente une amélioration considérable en faveur des grands-parents élevant leurs petits-enfants lorsque ceux-ci sont orphelins ou encore, lorsque, par exemple, la mère est encore mineure et vit dans le même ménage, situation devenant de plus en plus fréquente. A l'état actuel de la législation, les grands-parents doivent provoquer un jugement leur attribuant la garde judiciaire afin de faire bénéficier leur petit-enfant de leur propre groupe familial. Or, ce rattachement est notamment obligatoire en vue de l'ouverture du droit à l'allocation d'éducation en faveur du gardien.

Les conséquences découlant des changements de composition de ménage pour le groupe familial défini à l'alinéa 3 sont également réglementées de façon plus claire sans pour autant être modifiées sur le fond. Il est rappelé dans cet ordre d'idées que la notion de groupe d'origine vise

- le groupe défini à l'alinéa 2 même en cas de dispersion des enfants;
- le groupe défini à l'alinéa 3 toujours sous réserve de ménage commun des enfants qui remplissent le même critère de rattachement, p. ex. deux enfants naturels nés de la même mère, quittant ensemble avec celle-ci le ménage composite antérieur.

Finalement, une extension des mesures légales de garde à prendre en considération est proposée compte tenu de la multiplication des dossiers non résidents concernés. La famille d'accueil ne sera donc désormais plus obligée de produire dans tous les cas un jugement afin de faire bénéficier l'enfant en placement de son groupe familial ou même de pouvoir toucher les allocations familiales en sa faveur, mais une mesure de placement administrative peut également être acceptée par la caisse. La notion de mesure durable est précisée moyennant indication d'une durée minimum d'une année.

3. A l'alinéa 2 de l'article 3, il est précisé que les conditions d'octroi ne sont remplies, en cas d'arrivée de l'enfant au Luxembourg, qu'à partir de la déclaration à la commune de résidence qui, sauf l'exception des fonctionnaires européens déjà citée ci-avant, est obligatoire aussi bien pour les communautaires que pour les non-communautaires.

Cette précision est formulée dans un but de contrôle et de sécurité juridique, puisque la situation réelle des familles qui, pour des raisons de convenance personnelle, refuseraient l'inscription à la commune de résidence, n'est pas vérifiable. En l'absence d'inscription, il s'avère en effet impossible de déterminer tant l'ouverture que les changements ou la fin du droit.

L'alinéa 3 de l'article 3 redéfinit les conditions d'octroi en cas d'études et de volontariat. Les conditions en question qui avaient été mutilées par la loi du 28 janvier 1999 concernant le service volontaire, doivent être rétablies dans leur teneur antérieure. Vu le nombre sans cesse croissant des branches d'études, d'autres formations professionnelles et de services volontaires à l'étranger, le texte est adapté en vue d'en garantir la conformité avec la législation applicable à l'étudiant qui peut être celle du pays où les études notamment ont été effectuées. La formulation retenue est celle du règlement (CEE) modifié No 1408/71.

La condition de maintien du domicile légal au Luxembourg se voit d'autre part doublée d'une condition de maintien de l'affiliation – généralement remplie via la coassurance – afin de mettre cette condition en accord avec le règlement (CEE) No 1408/71 qui ouvre des droits à charge du pays d'études lorsque l'étudiant y est affilié. Cette condition permet en outre de prévenir des abus, alors que la caisse se voit confrontée de plus en plus à des demandes émanant de non-communautaires adultes qui prennent domicile au Luxembourg et partent ensuite à l'étranger pour y suivre des études. La possibilité d'une dispense est cependant prévue afin d'éviter des cas de rigueur qui pourraient se présenter notamment pour certaines catégories d'étudiants affiliés obligatoirement pendant la durée de leurs stages.

4. et 6. Dans le contexte du projet de loi portant création d'un revenu pour personnes gravement handicapées, il est proposé d'abroger l'alinéa 4 de l'article 3 et l'alinéa 6 de l'article 4.

L'introduction d'un revenu spécifique adapté au statut propre des personnes handicapées représente une solution beaucoup plus appropriée à la situation des bénéficiaires que les allocations familiales dont le paiement sans limite d'âge n'est plus en rapport avec l'objectif des allocations familiales qui est la compensation des charges familiales.

Comme les allocations familiales ne seraient de toute façon pas cumulables avec le revenu nouvellement proposé, leur maintien n'a plus de raison d'être sauf peut-être dans le contexte international et serait tout au plus à l'origine de velléités supplémentaires pouvant se muter en autant de litiges.

Par ailleurs, les prestations spécifiques aux handicapés relèvent majoritairement de l'assistance sociale tant dans le cadre de la législation nationale que dans celui des règlements communautaires. Il s'agit en l'occurrence, dans beaucoup d'Etats, de prestations non exportables, inscrites dans l'annexe IIbis du règlement 1408/71 à titre de prestations non contributives à caractère mixte prévues à l'article 10bis, à l'instar de l'allocation spéciale pour personnes gravement handicapées prévue par la législation luxembourgeoise.

La précision fournie à l'alinéa 6 de l'article 3 vise à confirmer la cessation définitive du droit aux allocations familiales par le fait du mariage. S'agissant de la cessation du droit et non celle du paiement, il n'est en effet pas concevable de faire revivre le droit en cas de dissolution du mariage pour le faire cesser une nouvelle fois en cas de remariage.

Par ailleurs, aux termes de l'article 476 du code civil, le mineur est émancipé de plein droit par le mariage. Le fait du mariage constitue partant une présomption irréfragable de la capacité de mener une vie normale et autonome.

5. A l'article 4, les montants des allocations familiales de base et de l'allocation spéciale supplémentaire sont relevés de 4,19 euros par enfant à l'indice 100. Ce montant représente la conversion en euro du montant à l'indice 100 obtenu par la division de l'augmentation nominale de 1.000 LUF par le taux indiciaire applicable.

7. L'article 5 est adapté aux exigences de la gestion actuelle, les alinéas 2 et 3 concernant plus particulièrement le contexte international. L'alinéa 1 est complété d'une disposition permettant d'attribuer aux parents la responsabilité quant à la désignation de l'attributaire des allocations familiales qui ne peut être qu'un seul des deux. L'alinéa 2 vise la situation des enfants placés à charge des autorités publiques, situation relativement fréquente en France notamment. Comme un droit aux allocations familiales luxembourgeoises est ouvert, l'exception proposée permettra le paiement aux parents, des allocations que l'institution ne revendique pas. L'alinéa 3 concerne le paiement des avances prévues d'une façon générale pour le compte des institutions étrangères dont les négociations sont en cours.

Au vu des litiges constatés notamment entre conjoints sur l'attribution des prestations, il paraît utile de confier la décision d'attribution à la caisse dans toutes les hypothèses de litige prévues par l'article 5. Cette décision pourra toujours faire l'objet d'un recours devant les juridictions sociales.

8. A l'énumération des prestations à charge de la caisse qui figure à l'alinéa 1 de l'article 6, la référence au prêt aux jeunes époux dont la loi sera abrogée sub article 2 ci-après, est remplacée par la référence à l'indemnité de congé parental.

9. A l'alinéa 2 de l'article 9, le numéro 2° est adapté à l'évolution de la législation.

10. L'alinéa 2 de l'article 11 est adapté de façon à permettre l'engagement d'un ou de plusieurs conseillers supplémentaires.

11. L'article 13 est adapté à la législation actuelle par référence à l'article 288 du code des assurances sociales.

12. L'alinéa 3 de l'article 14 est abrogé également par référence au code des assurances sociales.

Aux termes de l'article 32 portant renvoi à différentes dispositions du code des assurances sociales, la comptabilité de la CNPF se trouve réglée sur base de l'article 287 du code des assurances sociales. Le contrôle de la cour des comptes, cumulatif à celui de l'IGSS, n'a jamais été mis en oeuvre et n'a d'ailleurs pas pu se faire en l'absence de règlement grand-ducal déterminant les modalités d'application. Aucun autre organisme de la sécurité sociale reste à l'heure actuel soumis au contrôle direct de la Cour des Comptes. En effet, lors des modifications successives, seule l'Inspection générale de la sécurité sociale, d'ailleurs une émanation de l'ancienne Chambre des comptes exerce le contrôle direct des comptes de la CNPF.

La présente disposition relative à la Cour des comptes, tombée en désuétude, n'a plus de raison d'être. Vouloir maintenir un pareil contrôle est d'ailleurs contraire au principe de l'autonomie de gestion des établissements publics (voir avis du Conseil d'Etat lors de la révision de l'article 105 de la Constitution (avis du 2 mars 1999 No 44.270 et doc. parl. No 4531): „... *il échet d'éviter deux écueils*

consistant, l'un à vouloir charger la Cour des comptes du contrôle de toutes les opérations financières touchant de près ou de loin les pouvoirs publics et risquant de mener à une surcharge et à un blocage des services publics et, l'autre, à charger la Cour des comptes de contrôles qui sont déjà confiés, par des dispositions légales existantes, à d'autres organismes ou d'autres services publics. " Et de noter que „*Les organismes de la sécurité sociale sont contrôlés par l'Inspection générale de la sécurité sociale.* "

Le Conseil d'Etat a proposé „*une formulation plus générale, tout en n'excluant pas du contrôle de la Cour des comptes les autres personnes morales publiques ou privées, en tant que „droit de suite“ et pour la vérification de l'affectation correcte des deniers publics*“, limitant pour le surplus ce contrôle „plein“ de la Cour des comptes à l'Etat et ses administrations et services.

Le Conseil d'Etat est revenu dans le même sens dans différents autres avis, à savoir notamment:

- l'avis relatif à l'organisation de la Cour des comptes (avis du 29 avril 1999 No 44.221) sub articles 6 à 8 (2 selon le Conseil d'Etat) en reprenant partiellement son avis précité sur la révision de l'art. 105 de la Constitution;
- l'avis du 24 juin 1997 No 42.386 relatif à la comptabilité publique ou relatif au projet de loi portant création d'un établissement public nommé „Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster“ (du 20 février 2001, doc. parl. No 4702 et les références citées).

13. Il arrive fréquemment que des demandes doivent être retournées, du fait qu'elles sont incomplètes et/ou non signées. Parfois, ces demandes ne reviennent alors à la CNPF qu'après un délai prolongé, ce qui provoque des problèmes d'application, notamment en matière de prescription. Afin de prévenir ces problèmes et de créer des situations claires, il est proposé de définir l'admissibilité de la demande.

Les alinéas 1 et 2 de l'article 23 sont réagencés à des fins de renvoi. La deuxième phrase de l'alinéa 1 est ainsi transférée à l'alinéa 2 pour la raison que l'article 6 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 se réfère à l'article 23, alors que l'allocation de rentrée scolaire n'est pas soumise à la demande visée à l'alinéa 1.

L'alinéa 4 reprend le texte de la deuxième phrase supprimée de l'article 3, alinéa 1. Les alinéas 5 à 6 nouveaux de l'article 23 proposent des modalités de paiement spécifiques tant pour les avances sur les prestations étrangères qui font actuellement l'objet de négociations avec les Etats limitrophes, que pour les compléments différentiels qui ne pourront être intégrés dans ce système. En ce qui concerne ces derniers, deux modes de paiement sont préconisés: un paiement mensuel et le paiement ponctuel une ou deux fois par an. En cas de paiement mensuel, il est proposé de décaler l'échéance d'un mois afin de permettre à la CNPF de rassembler, le cas échéant, les données nécessaires à un calcul définitif au lieu d'un paiement par avances, évitant un réexamen ultérieur du dossier avec établissement d'un décompte périodique. La mise en oeuvre de cette disposition présuppose un système d'échanges réguliers entre organismes, tel qu'il est actuellement à l'étude avec les institutions françaises.

14. L'article 24 détermine les sanctions en cas de fraude ou de négligence de la part de l'attributaire. Actuellement, aucune sanction administrative n'est prévue en cas de fraude. Il convient de remédier à cette lacune, alors que les poursuites pénales n'aboutissent que rarement.

Quant aux négligences susceptibles d'entraîner des sanctions administratives, il importe d'assimiler au défaut de la „déclaration prescrite“, c'est-à-dire de la notification par les attributaires à la caisse, dans le délai d'un mois, de „tout fait pouvant donner lieu à réduction ou extinction de leurs droits“, le défaut de déclaration du changement de résidence à la commune. Cette déclaration est essentielle lorsque la famille quitte le territoire national. A défaut, la caisse ne saurait en effet avoir connaissance du départ, de sorte que le paiement des allocations familiales est maintenu, alors que le droit est venu à défaillir. Le fait que des familles assez nombreuses omettent de déclarer leur départ, intentionnellement ou non, est à l'origine d'indus importants.

15. A l'article 25, il est proposé d'étendre le délai de prescription d'un à deux ans. Il est en effet constaté que de nombreuses familles dépassent de peu le délai actuel d'un an et en sont donc pénalisés. Cette situation se rencontre le plus souvent en cas d'adoption où les parents attendent généralement d'avoir un dossier complet avant d'introduire leurs demandes de prestations familiales, qui, au regard d'une prescription d'une année, s'avèrent alors souvent tardives.

L'extension du délai à deux ans mettra fin aux problèmes en question et va également dans le sens d'une harmonisation internationale. Il correspond notamment au délai applicable en France.

Il est ensuite prévu de subordonner l'interruption de la prescription à l'admissibilité de la demande. Les critères à remplir par une demande afin de pouvoir interrompre la prescription ne sont pas précisés par le texte actuel, de sorte que la forme de la demande est sujette à controverse. Il n'est ainsi pas établi s'il faut à ces fins une demande formelle, dûment signée et étayée des justificatifs nécessaires, par laquelle le requérant demande spécifiquement telle prestation, ou si au contraire une pièce quelconque émanant du requérant et laissant deviner son intention est suffisante.

Il est enfin précisé que la prescription s'applique aux arrérages non payés, ce qui sous-entend qu'une demande initiale a pu être introduite, mais n'a pas ou n'a plus été exécutée.

Cette précision s'impose dans un souci de sécurité juridique alors que suite à un revirement, la jurisprudence déclare actuellement la prescription inapplicable, sauf en cas de notification d'une décision de retrait en due forme, dès lors qu'une demande initiale est enregistrée.

Tel est notamment le cas lorsque le paiement a été supprimé suite à la cessation de l'activité d'un des parents qui, bénéficie depuis lors ou à partir d'une date ultérieure d'une pension sans en avoir informé la CNPF. Le laps de temps qui s'est écoulé depuis la cessation des paiements ne joue aucun rôle dans l'appréciation des juridictions. La CNPF se trouve ainsi régulièrement confrontée à des demandes de reprise de paiement rétroactives pouvant porter sur de nombreuses années.

A noter que la jurisprudence antérieure déclarait a contrario qu'une demande initiale ne rend pas imprescriptibles tous les arrérages futurs.

16. Le remplacement du terme „montant“ par celui de „terme mensuel“ à l'alinéa 2 de l'article 26 a pour but une meilleure compréhension du texte.

17. L'article 33 nouveau a pour objectif la réglementation transitoire du droit des bénéficiaires actuels des allocations familiales au titre d'infirmité en attendant leur admission au bénéfice du revenu pour personnes gravement handicapées.

Ad article 2. Loi du 8 mars 1984 portant création d'un régime de prêts aux jeunes époux

Comme la loi du 8 mars 1984 portant création d'un régime de prêts aux jeunes époux est tombée en désuétude, elle peut être abrogée. Depuis des années, il n'a plus été versé de remboursement par la caisse. Les quelques rares demandes présentées doivent être rejetées, alors qu'il s'avère impossible de remplir toutes les conditions d'octroi requises.

Ad article 3. Loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire

1. Compte tenu de l'article 4, alinéa 1, qui prévoit que l'allocation de rentrée scolaire est payée d'office pour les enfants bénéficiaires des allocations familiales du mois d'août, cette prestation est également versée aux étudiants en dernière année qui, soit, bénéficient encore des allocations familiales pendant les vacances scolaires, soit voient leurs études clôturées en automne. Comme ces étudiants ne participent plus à la rentrée, le paiement en question ne s'avère pas justifié. Il a donc paru nécessaire de compléter l'article 4 d'une disposition permettant de supprimer le paiement en cas de cessation des études pendant l'année en cours.
2. A l'article 6, la référence à la loi modifiée du 19 juin 1985 est réadaptée. L'alinéa 1 de l'article 23 n'est pas applicable, puisque l'allocation de rentrée scolaire n'est, sauf exception, pas sujette à demande.

Ad article 4. Loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation

1. Au paragraphe 1, a) de l'article 2, le champ d'application de la loi est étendu aux non-résidents communautaires suite à l'arrêt du 10 octobre 1996 de la CJCE dans les affaires jointes C-245/94 et C-312/94 Hoever et Zachow. D'autre part, la condition du domicile légal au Luxembourg est définie de la même façon qu'à l'article 1er de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales.

2. A l'alinéa 2 de l'article 3, l'énumération des revenus de remplacement à prendre en compte pour la détermination du droit sous conditions de ressources est complétée par

- l'indemnité de congé parental
- les prestations non luxembourgeoises de même nature que les indemnités luxembourgeoises visées.

Ce dernier point s'impose en raison de l'exportabilité de l'allocation d'éducation.

3. A l'alinéa 1 de l'article 5, la date d'ouverture du droit à l'allocation d'éducation est réadaptée à la situation nouvelle résultant de l'exportation de l'allocation et se caractérisant par un nombre croissant de personnes qui, n'étant pas bénéficiaires d'une allocation de maternité, réclament l'allocation d'éducation dès la naissance.

4. A l'alinéa 4 de l'article 5, la durée du paiement de l'allocation est étendue de deux années pour chaque enfant d'une naissance ou d'une adoption multiple. En conséquence, pour des jumeaux, l'allocation est versée jusqu'au 4e anniversaire, pour des triplés, jusqu'au 6e anniversaire des enfants concernés, etc. En cas d'adoption multiple ou conjointe d'enfants qui n'ont pas le même âge, la limite d'âge doit être fixée par rapport au cadet.

La nature juridique de l'allocation d'éducation change fondamentalement par cette extension: étant actuellement une prestation versée en contrepartie de la charge éducative assumée par l'un des parents à l'égard de la totalité de ses enfants âgés respectivement de moins de 2 et de 4 ans, soit une prestation accordée par famille, elle devient, du moins dans l'hypothèse de la naissance ou de l'adoption multiple, une prestation due par enfant, correspondant désormais intégralement à la qualification de prestation familiale que la CJCE a donné des allocations d'éducation dans les affaires Hoefer et Zachow. Ce changement de nature se répercute tout naturellement sur les règles de non-cumul définies à l'article 7.

5. A l'article 7, les règles de non-cumul de l'allocation d'éducation sont redéfinies aussi bien dans l'optique du changement précité que dans celle de l'exportation de l'allocation d'éducation, dans le cadre de laquelle se présentent les situations de concours aussi bien avec les allocations d'éducation qu'avec les prestations de congé parental non luxembourgeoises.

Par rapport aux allocations d'éducation relevant, au niveau communautaire, du titre III, chapitre VII du règlement (CEE) No 1408/71, l'allocation d'éducation est simplement suspendue jusqu'à concurrence des prestations non luxembourgeoises, de façon à permettre le paiement d'un complément éventuel au titre de l'article 76 du règlement.

Par rapport aux prestations de congé parental, la règle de non-cumul de droit national, prévue par la loi du 12 février 1999, consiste à interdire, en principe, de façon absolue tout cumul entre l'allocation d'éducation et l'indemnité de congé parental en raison de l'équivalence des montants totaux des deux prestations. En l'absence de règles de coordination européennes en cette matière et à défaut de pouvoir comparer la nature juridique des deux catégories de prestations sur le plan international, la règle nationale doit être étendue à tout congé parental indemnisé au titre d'un régime non luxembourgeois. Des dispositions spécifiques règlent le détail en cas de prolongation de l'allocation d'éducation, dans le but d'éviter des inégalités de traitement pouvant résulter du changement de la nature de l'allocation.

Ad article 5. Loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

1. A l'alinéa 3 de l'article 2, la prolongation forfaitaire en cas d'accouchement multiple est remplacée par la multiplication de la durée du congé en fonction du nombre d'enfants nés, parallèlement à l'extension de la durée du paiement de l'allocation d'éducation. A la même occasion, cette mesure est appliquée expressis verbis aux adoptions multiples.

Dans le texte actuel, aucune disposition n'est prévue pour régler la prolongation du congé en cas d'adoption multiple. Devant le silence du texte, l'on peut admettre que chaque enfant adopté ouvre droit à un nouveau congé. Or, les parents de jumeaux, triplés, etc. se trouvent alors défavorisés puisqu'ils ne peuvent prétendre qu'à une prolongation forfaitaire du congé.

La présente proposition remédie à cette situation discriminatoire, remettant ainsi les pendules à l'heure face au principe de l'égalité de chaque enfant devant la loi.

Etant donné que la caisse se voit confrontée, en cas de naissance ou d'adoption multiple, à des demandes tendant au congé parental pour un enfant et à l'allocation d'éducation pour l'autre enfant, il paraît utile de préciser que le choix du parent pour l'une ou l'autre prestation s'applique nécessairement à tous les enfants concernés.

2. Par mise en demeure en date du 25 octobre 2001, la Commission européenne estime que l'actuel alinéa 6 de l'article 3 de la présente loi qui dispose qu'en cas où les deux parents, remplissant les conditions, demandent tous les deux le congé parental, la priorité sera accordée à la mère, serait discrimina-

toire et contraire aux principes de l'égalité de traitement. En conséquence et pour éviter, le cas échéant, un recours de la Commission, il est proposé de modifier cette disposition en retenant un critère de règle de conflit entre les deux parents et donc de préséance qui ne relève pas d'un critère de sexe.

3. A l'instar des dispositions de non-cumul prévues par la loi modifiée du 1er août 1988, l'adaptation de l'article 10 de la loi du 12 février 1999 s'impose, d'abord en raison des innombrables problèmes de cumul de droits rencontrés par la CNPF sur le plan européen, et ensuite au regard du changement de la nature juridique de l'allocation d'éducation qui ne peut désormais être suspendue que pendant les seules périodes de paiement de l'indemnité au même parent, dès lors que les deux prestations concernent deux enfants différents. Actuellement, l'allocation d'éducation normale, c'est-à-dire versée jusqu'à l'âge de deux ans, est perdue du moment qu'intervient un congé parental pour un autre enfant.

La proposition nouvelle qui, dans l'attente d'une coordination communautaire, étend les règles de non-cumul internes à toute prestation non luxembourgeoise, offre désormais une base légale permettant à la caisse de demander la restitution de l'indemnité lorsqu'un bénéficiaire ne respecte pas l'interdiction de cumul. Il n'existe aucun autre moyen d'assurer l'égalité de traitement des bénéficiaires, étant donné que la caisse ne peut pas opposer les règles nationales aux organismes étrangers qui attribuent les prestations prévues par leur législation en fonction des règles d'attribution qui leur sont propres.

A l'instar des nouvelles dispositions réglant le cumul de l'allocation d'éducation prolongée, des règles analogues sont prévues en ce qui concerne l'indemnité de congé parental. Si l'on doit constater que ces dispositions se recoupent dans le contexte national, elles sont cependant nécessaires de part et d'autre, puisque la comparaison se fait chaque fois avec l'autre prestation tant nationale que non luxembourgeoise.

En vue de mettre la législation nationale en accord avec la réglementation européenne, il a finalement paru nécessaire d'abandonner aux employeurs le droit d'accorder à leurs salariés un congé parental non indemnisé conformément à la directive européenne en la matière, c'est-à-dire de trois mois au minimum, au cas où les conditions d'attribution de l'indemnité parentale ne sont pas réunies et que la caisse est obligée de rejeter la demande en indemnisation.

En effet, comme l'indemnisation du congé est facultative aux termes de la directive précitée, les conditions d'attribution de l'indemnité, actuellement indissociables du droit au congé lui-même, tel qu'il est prévu par la loi luxembourgeoise, posent parfois un problème de conformité avec ladite directive et donnent partant lieu à des litiges.

4867/02

N° 4867²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant

- 1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
- 2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 3) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux;
- 4) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 5) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

* * *

AVIS COMMUN DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET
DE LA CHAMBRE DES METIERS

(10.12.2001)

Par sa lettre du 19 novembre 2001, Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a bien voulu saisir la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers pour avis du projet de loi sous rubrique.

L'objet du présent projet de loi est, d'une part, d'augmenter le montant des allocations familiales et, d'autre part, de modifier certaines autres dispositions légales en matière de prestations familiales ou d'en introduire de nouvelles.

D'emblée, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers se doivent de critiquer que le délai de consultation leur accordé pour commenter le présent projet de loi a été très court. Ceci est d'autant plus regrettable que les autorités ont profité de l'augmentation des montants des allocations familiales devant entrer en vigueur au 1er janvier 2002 pour introduire de nouvelles dispositions, qui mériteraient une analyse plus approfondie.

– L'objet principal du présent projet de loi est traité dans son *article 1er*. Il propose un nouveau relèvement des allocations familiales de 24,75 euros (soit 1.000 LUF à l'indice actuel, selon les auteurs du projet de loi) par enfant et par mois. Le présent projet de loi est complémentaire à la réforme fiscale de 2002 et a une finalité analogue à celle de la loi du 23 décembre 1992¹ et poursuit également la démarche entamée par la loi du 15 décembre 1997².

1 Loi du 23 décembre 1992 modifiant 1) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales; 2) la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité.

2 Loi du 15 décembre 1997 modifiant 1) la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse Nationale des Prestations Familiales; 2) la loi modifiée du 26 juillet 1986 portant a) création du droit à un revenu minimum garanti b) création d'un service national d'action sociale c) modification de la loi du 30 juillet 1960 concernant la création d'un fonds national de solidarité.

Dans l'exposé des motifs, les auteurs du projet de loi proposent une augmentation de 24,75 euros par enfant et par mois. Ce montant ne correspond pas à 1.000 LUF, mais à 998 LUF. Dans l'exposé introductif du projet de loi concernant les recettes et les dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002, les auteurs ont fait état d'une augmentation prévue des allocations familiales de 24,789 euros, ce qui correspond à 1.000 LUF. En multipliant ce dernier montant par 12, l'augmentation annuelle de l'allocation équivaut à 297,47 euros, comme cela est indiqué à la page 2 de l'exposé des motifs du présent projet de loi. Par contre, la multiplication par 12 du montant de l'augmentation proposée dans ce même exposé des motifs conduit à un montant de 297 euros (12 x 24,75). Pour des raisons de cohérence, il y a lieu de corriger ces montants et d'appliquer correctement les règles de conversion de LUF en euros.

Selon les auteurs du projet de loi, l'augmentation telle que proposée, „qui permettra, comme en 1998, de faire bénéficier les ménages dont les revenus ne sont pas ou peu soumis à une retenue fiscale, s'explique par un abaissement généralisé de l'impôt. (...) La prise en compte des enfants se fait en principe par la modération d'impôt tout en continuant à renforcer le soutien aux familles avec enfants par le biais des allocations familiales. Cette approche, qu'on qualifie de double système de compensation des charges familiales, nécessite une certaine coordination entre politique fiscale et politique familiale.“

Contrairement aux augmentations précédentes, le présent relèvement des allocations familiales n'est pas accompagné par une réduction parallèle de la modération de l'impôt pour charge d'enfants. En effet, dans le projet de loi sous rubrique, les auteurs ne proposent pas de neutraliser l'augmentation des allocations familiales pour les ménages qui bénéficient déjà du gain fiscal maximal par enfant (à travers la modération de l'impôt) et qui, par conséquent, profitent des allègements fiscaux.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers s'interrogent sur le bien-fondé de cette absence de neutralisation qui n'est pas autrement expliquée par les auteurs du projet de loi. L'absence de neutralisation suspend le critère de sélectivité souhaité dans le temps par la Chambre des Députés et recommandé par le Conseil Economique et Social¹.

Chaque augmentation des allocations familiales a un effet sensible sur les dépenses de la Caisse Nationale des Prestations Familiales et donc sur le budget de l'Etat. Les estimations du coût global des mesures concernant l'augmentation des allocations familiales qui se basent sur un nombre moyen d'allocations familiales de 160.000 en 2002 portent sur un montant de quelque 53,8 millions euros (dont 48,5 millions pour les allocations familiales normales, 4,73 millions pour les allocations différentielles et 473.026 euros pour l'allocation spéciale supplémentaire). Le projet de budget de l'Etat pour l'exercice 2002 tient compte de ce coût supplémentaire, qui est en grande partie responsable de la progression notable des postes budgétaires afférents du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. En effet, les crédits affectés à la Caisse nationale des prestations familiales augmentent de 498,7 millions euros en 2001 à 604,4 millions euros en 2002 (+21,2%).

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers saluent le fait que le gouvernement a commandité un rapport au CEPS pour analyser les effets de la réforme fiscale 2002 dans l'optique des transferts sociaux aux familles. L'examen de ces effets devrait être complémentaire à l'étude sur les transferts sociaux effectuée en 1998 par l'institut allemand RWI² et porter notamment sur l'analyse de l'efficacité et de la sélectivité de ces transferts. On pourrait même se poser la question si cette étude n'aurait pas dû précéder le relèvement des allocations familiales, alors que son objectif est de mesurer les répercussions et l'efficacité de ces transferts.

De manière générale, le gouvernement devra soumettre à un examen critique toute la politique de prestations familiales et de transferts sociaux à la lumière des résultats de l'étude du CEPS. Ceci vaut tant pour le coût global des prestations concernées que pour leur impact individuel sur les ménages.

Aux yeux de la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers, il importe de mieux cibler les transferts sociaux sur des objectifs politiques bien déterminés. La politique des transferts sociaux doit respecter le niveau des moyens financiers disponibles et se cantonner, pour éviter absolument toute augmentation globale des charges budgétaires et économiques en cause, à une redistribution judicieuse des ressources disponibles et à une réaffectation rationnelle de la masse des allocations éparpillées actuelles sur la base d'une sélectivité équitable.

1 cf. Document parlementaire No 4475 du 29 octobre 1998.

2 „Sozialtransfers im Grossherzogtum Luxemburg“, Rheinisch-Westfälisches Institut für Wirtschaftsforschung e.V., November 1998.

Dans ce contexte, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers voudraient citer une conclusion du rapport de la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) de la Chambre des Députés sur le projet de loi budgétaire pour l'exercice 2002:

„Le „budget social“, englobant l'ensemble des dépenses à charge du budget de l'Etat qui ont un caractère social, est en croissance continue. Cette croissance présente les traits marquants suivants, qui doivent inciter à la réflexion – et à la vigilance:

- elle est généralement supérieure, d'année en année, à l'accroissement global du volume du budget des dépenses;
- de ce fait, une part toujours croissante du volume global du budget des dépenses est absorbée par des dépenses sociales, sans que cet accroissement en quote-part budgétaire ne soit nécessairement attribuable à de nouvelles actions ou impulsions politiques;
- elle se soustrait à l'influence politique en ce qu'elle suit le mouvement du marché du travail, ce qui entraîne que, à croissance continue et sans changements dans le système des assurances sociales luxembourgeoises, elle continuera de croître en termes de volume budgétaire.

La COFIBU est consciente de ces réalités et maintient son soutien à une action sociale marquée du gouvernement. Toujours est-il que les grands équilibres budgétaires doivent être sauvegardés, et que la contribution de l'Etat au financement de la sécurité sociale doit être maîtrisée.

Voilà pourquoi la COFIBU, sans mettre en question le système, attire néanmoins l'attention du gouvernement sur les risques de dérapage des dépenses au titre de la sécurité sociale. Même en l'absence de difficultés pressantes à l'heure actuelle, la sécurité sociale n'est pas, au vu de ses dimensions et du niveau de ses prestations, à l'abri de contraintes budgétaires qui pourraient surgir dans le futur proche.

La situation et les perspectives économiques de notre pays ne sont de toute évidence pas telles, en cette fin de l'année 2001, qu'il faudrait penser à des mesures incisives. La COFIBU estime cependant qu'il est nécessaire de suivre de près l'évolution du système social, notamment dans le cas où la reprise économique, dont dépend le développement du marché du travail et partant le volet privé des cotisations sociales, devait prendre plus de retard que prévu.“

– Au-delà du relèvement du montant des allocations familiales, les auteurs du projet de loi profitent du présent projet pour proposer d'autres modifications relatives aux allocations familiales. Ces modifications, qui sont également traitées à l'*article 1er* du projet de loi, sont énumérées dans l'exposé des motifs et commentées plus amplement dans le commentaire des articles. Les changements proposés sont les suivants:

1. La redéfinition plus précise et la simplification des conditions d'ouverture du droit aux allocations familiales dans le contexte d'un environnement international plus complexe;
2. La précision du groupe familial et l'extension aux grands-parents qui accueillent leurs petits-enfants;
3. L'introduction de la disposition de non-cumul entre l'octroi des allocations familiales avec la nouvelle création d'un revenu pour personnes gravement handicapées, ainsi que d'une disposition transitoire;
4. L'augmentation du délai de prescription des demandes d'allocations familiales. Il est proposé d'augmenter ce délai de un à deux ans.

Les mesures de simplification et de redéfinition proposées relèvent principalement d'une mise en conformité à la jurisprudence européenne ou d'un souci d'éviter des litiges ou procédures administratives fastidieuses aux administrations et personnes concernées. La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers n'ont pas d'observations spécifiques à faire au sujet de ces modifications et elles peuvent les approuver.

– La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers notent que les auteurs du projet de loi proposent d'autres modifications législatives, qui ne concernent pas directement l'objectif principal du projet de loi qui est de relever le niveau des allocations familiales.

Ainsi, ils entendent abroger la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux, alors que les conditions d'octroi sont telles qu'il n'y a plus eu de bénéficiaires au cours des dernières années (*article 2* du projet de loi). Selon les auteurs de cette proposition, les quelques rares demandes présentées ont dû être rejetées, alors qu'il s'avère impossible de remplir toutes les conditions d'octroi requises.

A ce sujet, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers se demandent s'il n'avait pas été opportun de modifier les conditions d'octroi de cette loi plutôt que de l'abroger.

Par ailleurs, à l'article 3 du projet de loi, les auteurs du projet de loi entendent modifier la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire. Le changement implique que cette allocation ne doit plus être versée en août lorsque l'étudiant a déjà clôturé ses études ou est sur le point de les clôturer et ne participe plus à la rentrée scolaire qui suit immédiatement ce mois d'août.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers approuvent cette disposition, qui prévoit la suppression du paiement de l'allocation de rentrée scolaire lorsque celle-ci n'est plus justifiée.

D'autres modifications concernent l'extension de certaines prestations en cas d'accouchement ou d'adoption multiple. Selon les auteurs du projet de loi, ces modifications permettraient d'éviter les différences de traitement entre naissances multiples et naissances simples.

L'article 4 du projet de loi vise à modifier la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation. Il prévoit notamment l'extension du champ d'application de la loi précitée aux résidents communautaires et l'harmonisation de la définition de la condition du domicile légal au Luxembourg avec celle utilisée dans la loi du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales.

Par ailleurs, il est proposé d'étendre la durée du paiement de l'allocation d'éducation de deux années pour chaque enfant d'une naissance ou d'une adoption multiple. Selon le commentaire des articles, la nature juridique de l'allocation d'éducation change fondamentalement par cette extension: actuellement, cette allocation est une prestation accordée par famille, alors que, désormais, dans l'hypothèse d'une naissance ou d'une adoption multiple, cette allocation devient une prestation due par enfant.

Ce changement se répercute également sur les règles de non-cumul de l'allocation d'éducation qui sont à redéfinir aussi bien dans l'optique du changement précité que dans celle de l'exportation de l'allocation d'éducation. Dans ce dernier contexte, des situations de concours peuvent se présenter et avec les allocations d'éducation et avec les prestations de congé parental non luxembourgeoises.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers peuvent approuver les dispositions prévues par l'article 4 du présent projet de loi.

Par contre, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers ne sont pas en mesure de marquer leur accord avec les dispositions de l'article 5, qui propose de modifier la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales.

Le congé parental avait été introduit suite aux délibérations du Comité de Coordination Tripartite et du Comité Permanent de l'Emploi. Pour cette raison, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers soulignent l'importance d'une large concertation, associant directement les partenaires sociaux et les ministères compétents, en vue d'éliminer les problèmes techniques rencontrés. Ainsi, les propositions de modifications sont à avaliser par le Comité Permanent de l'Emploi.

Il y a lieu de relever qu'une étude d'évaluation des effets de l'introduction du congé parental est actuellement en cours et que les résultats afférents devraient être présentés et discutés en 2003. Aussi la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers estiment-elles inopportun et contre-productif de décider à la hâte des modifications anticipatives de la loi du 12 février 1999 dans le cadre du présent projet de loi.

L'excès de zèle des auteurs du projet est d'autant plus étonnant que les modifications proposées dans le passé par un groupe de travail ad hoc du Comité permanent de l'emploi n'ont jamais été entérinées. La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers, qui avaient participé aux réunions de travail afférentes, estiment que les propositions du groupe composé par les représentants des partenaires sociaux auraient mérité d'être considérées. Comme tel n'a pas été le cas, il n'est pas non plus indiqué d'adopter des modifications de la loi du 12 février 1999 avant de connaître les résultats de l'étude d'évaluation précitée.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers sont d'avis que la prolongation forfaitaire en cas d'accouchement ou d'adoption multiple qui est remplacée par la multiplication de la durée du congé en fonction du nombre d'enfants nés ou adoptés peut conduire à des situations où l'un des parents est écarté pendant une période trop prolongée de son lieu de travail, ce qui n'est ni dans son intérêt, ni dans celui de l'entreprise (cf. le cas de figure de triplés).

Quant aux parents qui demandent tous les deux le congé parental et qui remplissent tous les deux les conditions afférentes, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers sont d'avis que la solution proposée dans le projet de loi pour trancher ces conflits qui consiste „à accorder la priorité à celui des parents dont le nom patronymique est le premier dans l'ordre alphabétique“, est dépourvue de toute logique.

Mis à part les difficultés administratives et les problèmes organisationnels concernant les dispositions anticumul et l'exportation des prestations, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers estiment que les modifications contenues dans le projet de loi sous avis risquent de créer des litiges ou du moins des insécurités juridiques et d'introduire des nouveaux problèmes d'interprétation.

D'abord, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers constatent qu'une disposition transitoire ou une date d'ouverture concrète du droit concernant l'accord d'un congé parental intégral pour chaque enfant d'une naissance ou d'une adoption multiple fait défaut, ce qui soulève des questions concernant les congés en cours, les conséquences en matière de droit du travail, les conséquences sur d'autres prestations familiales ou sociales, etc.

Ensuite, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers voudraient soulever la question de la dissociation de la décision d'octroi ou de rejet de l'indemnité de congé parental et de l'octroi en nature du congé par l'entreprise. En effet, est-ce que cette dissociation ne vaut que pour les rejets opérés en vertu de l'article 10 de la loi du 12 février 1999 précitée ou pour tout rejet?

En ce qui concerne l'octroi éventuel d'un congé parental par l'employeur dans les conditions prévues par la directive 96/34/CE du Conseil du 31 juin 1996 concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers se doivent de signaler que cet accord ne constitue pas une norme de laquelle pourraient découler des droits ou des obligations envers tant les salariés que les entreprises. Il s'ensuit qu'une entreprise ne pourra être obligée, sur base de l'accord-cadre mentionné ci-dessus, à accorder un congé sans solde à un salarié, lorsque ce dernier ne remplit pas les conditions ouvrant le droit au congé parental et aux prestations afférentes.

Le droit d'accorder à ses salariés un congé sans solde appartient de toute façon à tout employeur, même en l'absence de disposition légale spécifique à ce sujet.

En considération des observations qui précèdent, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers demandent aux auteurs du projet de loi de ne pas retenir les mesures proposées sous l'article 5 du projet de loi sous avis. Compte tenu des difficultés soulevées ci-dessus et vu l'évaluation imminente des effets du congé parental tel qu'il existe actuellement, il n'est pas indiqué de prendre des mesures précipitées à l'heure actuelle.

La Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers sont d'avis que tous les acteurs concernés ont intérêt à se concerter dans un débat plus large, comprenant tous les éléments à observer, et qui se ferait notamment sur base de l'étude d'évaluation et des avis techniques des différents organes consultatifs concernés.

*

Après consultation de leurs ressortissants, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers ne peuvent approuver le présent projet de loi que dans la mesure où il sera tenu compte des observations qui précèdent, et notamment de celles qui se rapportent à l'article 5 du projet de loi.

Service Central des Imprimés de l'Etat

4867/03

N° 4867³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant

- 1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
- 2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 3) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux;
- 4) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 5) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

* * *

**AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES
ET EMPLOYES PUBLICS**

(10.12.2001)

Par dépêche du 19 novembre 2001, Madame le Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a demandé, „dans les meilleurs délais“, puisqu'il s'agirait d'une affaire „qui relève de la procédure d'urgence“, l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

L'urgence invoquée étonne la Chambre en ce sens que les principales mesures prévues audit projet avaient été annoncées par le Gouvernement il y a un certain temps déjà, mais que le projet sous avis n'a été mis sur le chemin des instances qu'après la mi-novembre.

Selon l'exposé des motifs qui était joint au projet, celui-ci poursuit un double but, à savoir, en ordre principal, une augmentation des allocations familiales et, en deuxième lieu, une modification „de certaines dispositions légales“ afin de les rendre plus simples et claires.

*

1. AUGMENTATION DES ALLOCATIONS FAMILIALES

Le Gouvernement propose de relever les allocations familiales, à partir du 1er janvier 2002, de mille francs par enfant et par mois.

Quant au fond, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics ne peut que se féliciter de cette initiative alors qu'elle a toujours soutenu toute mesure visant à améliorer la situation des familles qui acceptent la charge et la responsabilité d'élever des enfants.

Le fait que le Gouvernement a en l'occurrence choisi la voie de la majoration desdites allocations plutôt que celle de modifier le mécanisme sur le plan fiscal est également de nature à donner satisfaction puisqu'il garantit que l'augmentation nette profitera dans une égale mesure à tous les enfants bénéficiaires.

Quant à la forme, la Chambre se doit toutefois de répéter d'abord une remarque qu'elle a déjà présentée à ce sujet dans son avis du 7 novembre 2001 sur le projet de budget de l'Etat pour l'exercice 2002:

„Pour ce qui est des allocations familiales, il est bizarre de constater que le Gouvernement, contrairement à ses déclarations, ne semble toujours pas réellement avoir pris conscience de l'inévitable disparition du franc luxembourgeois (qui est en réalité un franc belge ...) au cours de l'année prochaine. On ne soutient pas la nouvelle devise européenne en relevant de 24,789 (sic!) euros les allocations familiales. En dehors du non-respect des prescriptions impératives de l'arrondi exigeant de convertir mille francs en 24,79 euros, il aurait été logique d'augmenter lesdites allocations de 25 euros tout court! Même si cela représente 1.008 francs, le budget ne serait vraisemblablement pas en déséquilibre pour autant. Si jamais une telle opération devait être répétée dans 5 ou 10 ans, imagine-t-on un Gouvernement proposer encore une fois une augmentation de 24,789 euros?“

Cette remarque garde aujourd'hui toute sa valeur, non seulement parce que, comme il fallait s'y attendre, le Gouvernement n'en a pas tenu compte, mais encore et surtout pour la raison que les auteurs du projet sous avis ne semblent absolument pas au courant des modalités pratiques en rapport avec le basculement définitif en euros.

En effet, après maintes circulaires et brochures, des séminaires de sensibilisation, des réunions d'information et une campagne médiatique sans précédent, il est ahurissant de constater que certains départements ministériels ne semblent toujours pas, à un mois de l'échéance, en mesure de convertir correctement en euros un montant en francs.

Comme la Chambre l'a rappelé ci-dessus, les règles de l'arrondi prescrivent de convertir 1.000 francs en 24,79 euros. Or, alors que le projet de budget parlait de 24,789 euros, celui sous avis affirme, au tout premier alinéa de son exposé des motifs, que „1000.– frs équivalent à 24,75 € à l'indice actuel“, ce qui est faux, non seulement sur le plan purement arithmétique.

Ce qui est plus étonnant encore, c'est que les auteurs parlent correctement d'une augmentation de „297, 47.– € par enfant et par année“ à la page 2 du même exposé des motifs, encore que l'on doive s'interroger sur le rôle des signes „.–“ dans ce chiffre.

Tout cela amène la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics à réitérer sa revendication de relever les allocations familiales de 25.– € par enfant et par mois à partir du 1er janvier. Le coût supplémentaire de cette augmentation de 1.008 (au lieu de 1.000) francs par mois devrait se situer dans un ordre de grandeur de (17,5 millions de francs pour l'année prochaine, si les données chiffrées figurant à la page 3 de l'exposé des motifs sont correctes. A titre purement informatif, la Chambre signale que ce montant représente environ 0,007% du budget des dépenses étatiques totales prévues pour l'exercice à venir, ou 0,074% du coût total de la réforme fiscale projetée pour le même exercice. C'est dire que la transposition dans la pratique de la proposition de la Chambre ne se heurtera en tout cas pas à des difficultés insurmontables au niveau des finances étatiques.

*

2. LES AUTRES MESURES

Les autres mesures prévues au projet sous avis consistent essentiellement en des modifications législatives devenues nécessaires afin de rendre certaines dispositions plus précises, c'est-à-dire moins sujettes à interprétations et, partant, à la naissance de litiges.

Ces modifications étant brièvement résumées à la dernière page de l'exposé des motifs et amplement expliquées au commentaire des articles, la Chambre estime pouvoir faire l'économie de les développer en détail à cet endroit, sauf qu'elle présente l'une ou l'autre remarque au sujet de celles dont la modification voire la rectification lui paraîtraient nécessaires.

Article 1er, paragraphe 1.

Le dernier bout de phrase du nouvel alinéa 2 de l'article 1er de la loi modifiée du 19 juin 1985, et qui se lit comme suit: „a elle-même son domicile légal au Luxembourg conformément à l'alinéa 3“, se réfère à „la personne“ dont question à la deuxième ligne, avant les deux tirets.

Il y a donc lieu de ne pas inclure ledit bout de phrase dans le texte figurant au deuxième tiret, mais d'aller à la ligne après la mention de „l'article 2“.

Article 1er, paragraphe 11.

La Chambre a à plusieurs reprises déjà signalé que l'ajout de l'adjectif „haute“ à la „surveillance“ qu'un ministre ou le Gouvernement exerce est sans valeur aucune. Au même titre pourrait-on dire qu'il exerce une stricte, une étroite ou une solide surveillance, ce qui ne veut rien dire non plus.

La Chambre propose donc de supprimer ce terme, même s'il figure également à l'article 288 CAS, dont il pourrait aussi être enlevé à la première occasion qui se présente.

Article 2

Les auteurs du projet proposent d'abroger la loi du 8 mars 1984 portant création d'un régime de prêts aux jeunes époux, ceci au motif qu'elle serait „tombée en désuétude“.

L'exposé des motifs fait savoir que „les conditions d'octroi sont telles qu'il n'y a plus de bénéficiaire depuis les dernières années“.

Il semble à la Chambre que le Gouvernement ait en l'occurrence choisi le chemin le plus simple alors que d'autres possibilités auraient pu être envisagées.

S'est-on par exemple posé la question de savoir pour quelle raison il n'y a eu que „quelques rares demandes“? Se pourrait-il que non pas la loi soit désuète, mais précisément ces conditions d'octroi qu'on accuse aujourd'hui?

L'article 3 de la loi limite par exemple le montant maximal du prêt, dans le chef des deux époux, à 300.000 francs. Or, ce chiffre est aujourd'hui ridicule quand on considère les „dépenses de première installation relatives à l'ameublement et à l'équipement ménager“!

En deuxième lieu, il faut s'interroger sur la (non-)publicité réservée à cette loi depuis son entrée en vigueur. Alors que la presse quotidienne a du mal à tenir au courant de toutes les conférences de presse, hearings, séminaires et autres work-shops organisés au sujet de tout et de rien et que l'espace commence à y manquer pour publier en quadrichromie toutes les coupes de rubans tricolores, la Chambre est convaincue que la majorité du personnel du département chargé de l'exécution de la loi en question vit dans l'ignorance de son existence.

La Chambre propose en conséquence de ne pas abroger cette loi, mais de la moderniser et de lui donner, à l'instar de ce qui se fait pour les aides au logement par exemple, une publicité adéquate.

Article 4

L'intitulé de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation est incomplètement cité alors que cette loi a également modifié celle du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire.

L'intitulé cité dans la phrase introductive de l'article 4 est donc à compléter en ce sens, comme tel est d'ailleurs correctement le cas à la première page de l'exposé des motifs.

Article 5, paragraphe 2.

La disposition luxembourgeoise selon laquelle le congé parental est prioritairement accordé à la mère au cas où les deux parents le sollicitent en même temps est, paraît-il, une des préoccupations premières de la Commission européenne à Bruxelles, qui vient en effet de mettre en demeure le Grand-Duché puisqu'une telle mesure serait „discriminatoire et contraire aux principes de l'égalité de traitement“.

Tout en se posant des questions sur les père et mère qui ont ce genre de soucis, la Chambre estime que la solution de rechange retenue par les auteurs du projet sous avis, à savoir d'accorder le congé dorénavant à celui des parents „dont le nom patronymique est le premier dans l'ordre alphabétique“, ne résout pas tous les problèmes puisqu'il arrive que des gens portant le même surnom se marient. Il se recommanderait dès lors d'ajouter comme deuxième critère le prénom, à moins que l'on ne s'oriente dans une direction tout autre en accordant le congé parental en fonction de l'âge des demandeurs par exemple.

Sous la réserve des quelques remarques qui précèdent, la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics se déclare d'accord avec le projet sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 10 décembre 2001.

Le Secrétaire,
G. MULLER

Le Président,
E. HAAG

4867/01

N° 4867¹**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant

- 1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales;
- 2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 3) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux;
- 4) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire;
- 5) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(11.12.2001)

Par dépêche du 21 novembre 2001, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique, élaboré par la ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. Le texte du projet était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles.

Aucun avis des chambres professionnelles n'est encore parvenu au Conseil d'Etat à la date du présent avis.

Il ressort de la lettre de saisine en date du 21 novembre 2001 du Premier Ministre, Ministre d'Etat, que „le projet de loi sous rubrique devra entrer en vigueur le 1er janvier 2002“.

Or, contrairement aux affirmations contenues dans l'exposé des motifs, le projet sous avis ne se limite pas à une simple augmentation du montant des allocations familiales et à des rectifications de pur style des textes de loi en vigueur, mais comporte un nombre important de modifications substantielles, portant notamment sur le droit d'octroi des différentes mesures y visées, et qui touchent par ailleurs à des problèmes relevant de la jurisprudence communautaire.

Le Conseil d'Etat, vu le délai extrêmement court qui lui est imparti, n'est pas en mesure d'examiner l'ensemble des modifications proposées, ceci d'autant plus qu'il n'a pas pu prendre connaissance des avis des organismes consultatifs concernés qui, dans une matière aussi incisive, devraient avoir l'occasion de se prononcer.

Toutefois, afin de ne pas entraver le Gouvernement dans sa démarche de faire bénéficier les ayants droit de l'augmentation des allocations familiales au 1er janvier 2002, le Conseil se limite dès lors à l'heure actuelle à porter son avis sur les seules modifications des montants afférents et propose de scinder le projet de loi sous examen en conséquence, tout en se réservant le droit d'examiner ultérieurement les autres mesures envisagées.

Ainsi le Conseil d'Etat peut-il marquer son accord avec l'adaptation projetée des montants des allocations familiales, tels que prévus aux alinéas 1, 2 et 5 de l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales.

Pour le cas où le projet sous rubrique serait néanmoins voté dans la version intégrale avant le 1er janvier 2002, en passant outre l'indisponibilité de l'avis sur l'ensemble du projet, le Conseil d'Etat annonce d'ores et déjà qu'il ne pourrait accorder la dispense du second vote constitutionnel.

Compte tenu des considérations ci-avant, le Conseil d'Etat propose le texte suivant:

*

PROJET DE LOI
portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985
concernant les allocations familiales et portant création de la
caisse nationale des prestations familiales

Art. 1er.– L'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales est modifié comme suit:

1. Les alinéas 1 et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes:

„L'allocation est fixée à

- vingt-huit euros et quarante six cents par mois pour un enfant;
- trente-trois euros et soixante-dix-neuf cents par mois pour chaque enfant d'un groupe de deux enfants;
- quarante et un euros et trois cents par mois pour chaque enfant d'un groupe de trois enfants.

Le montant alloué pour chaque enfant d'un groupe de quatre enfants ou plus est déterminé par division du produit obtenu par l'addition du montant des allocations dues pour un groupe de trois enfants et d'un montant de cinquante-cinq euros et quarante huit cents pour chaque enfant à partir du quatrième par le nombre d'enfants présents dans le groupe. Le montant ainsi calculé est fixé à deux décimales près. Les fractions de cents sont arrondies vers le bas si elles sont strictement inférieures à cinq millièmes d'euros.“

2. La première phrase de l'alinéa 5 est remplacée comme suit:

„Tout enfant âgé de moins de dix-huit ans, atteint d'une ou de plusieurs affections constitutives d'une insuffisance ou diminution permanente d'au moins cinquante pour cent de la capacité physique ou mentale d'un enfant normal du même âge a droit à une allocation spéciale supplémentaire de vingt-huit euros et quarante-six cents par mois.“

Art. 2.– La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2002.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 11 décembre 2001.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

4867/04

N° 4867⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985
concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale
des prestations familiales

* * *

**RAPPORT DE LA COMMISSION DE LA FAMILLE, DE LA
SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE**

(13.12.2001)

La Commission se compose de: M. Jean-Marie HALSDORF, Président; M. Paul-Henri MEYERS, Rapporteur; MM. Jeannot BELLING, Xavier BETTEL, Mars DI BARTOLOMEO, Camille GIRA, Aly JAERLING, Lucien LUX, Mmes Marie-Josée MEYERS-FRANK, Maggy NAGEL et Ferny NICKLAUS-FABER, Membres.

*

Le projet de loi 4867 a été déposé le 19 novembre 2001 à la Chambre des Députés par Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

Dans sa réunion du 29 novembre 2001 la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a désigné M. Paul-Henri Meyers comme rapporteur du projet de loi.

Dans cette même réunion ainsi que dans celle du 7 décembre 2001, la Commission a entendu les explications du projet de Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.

L'avis du Conseil d'Etat a été transmis à la Commission le 11 décembre 2001.

Dans sa réunion du 13 décembre 2001, la Commission a adopté le présent rapport.

Au moment de l'adoption du rapport l'avis commun de la Chambre de Commerce et de la Chambre des Métiers ainsi que l'avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics étaient parvenus à la Commission.

Conjointement avec le projet de loi 4867, la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a discuté la proposition de loi 4770, déposée à la Chambre des Députés le 15 février 2001 par l'honorable député Lucien Lux. Cette proposition de loi prévoit, à son tour, un relèvement des allocations familiales de 1.000 francs par enfant à partir du 1er janvier 2002 et un deuxième relèvement du même montant à partir du 1er janvier 2003, à combiner, selon les vues de l'auteur de la proposition de loi, chaque fois à une réduction correspondante des abattements fiscaux.

*

I. CONSIDERATIONS GENERALES

D'après l'exposé des motifs le projet de loi poursuit un double objectif:

- 1) augmentation du montant des allocations familiales de 1.000 francs (équivalent à 24,75 €) à l'indice actuel, par enfant et par mois, à partir du 1er janvier 2002;
- 2) restructuration et simplification ainsi qu'assouplissement de certaines dispositions légales.

1. Augmentation des allocations familiales

Les auteurs du présent projet de loi rappellent dans l'exposé des motifs que ce projet est complémentaire aux allègements fiscaux dont doivent profiter les personnes physiques à partir de l'exercice 2002

(Doc. parl. 4855) et qu'il poursuit ainsi la même finalité que les augmentations des mêmes allocations à la suite de la loi du 23 décembre 1992 (Mémorial A 1992, page 1698), et de la loi du 15 décembre 1997 (Mémorial A 1997, page 3284) et de la loi du 23 décembre 1998 (Mémorial A 1998, page 3394).

Toutefois, contrairement aux relèvements successifs des allocations familiales intervenues depuis 1992, le Gouvernement a décidé de ne pas faire accompagner le relèvement des allocations prévu par une réduction correspondante du plafond de la modération annuelle d'impôt qui reste fixé au montant limite de 36.000 francs par enfant, tel qu'il fut arrêté avec effet au 1er janvier 1999.

Cette décision est conforme à la déclaration gouvernementale du 12 août 1999 qui retient: „*Les modérations fiscales d'impôt par enfant, ne seront pas modifiées. Au cas où, dans le cadre de la réforme fiscale prévue pour le 1er janvier 2002, il serait décidé de ne plus maintenir un certain nombre d'abattements fiscaux, la suppression de ceux-ci pourrait, le cas échéant, être compensée pour les familles soit par une augmentation de la modération d'impôts par enfant, soit par une augmentation des allocations familiales*“.

Par ailleurs, le Gouvernement n'a pas non plus proposé, comme ce fût le cas dans la loi du 23 décembre 1998, de réduire le supplément pour enfant accordé aux bénéficiaires des prestations prévues à l'article 3 de la loi modifiée du 24 juillet 1986 portant création du droit à un revenu minimum garanti.

Dans l'exposé des motifs les auteurs du projet rappellent que la finalité visée par les allocations familiales est d'atteindre une plus grande équité et une certaine justice sociale. Les allocations familiales forment, en effet, avec les abattements pour enfants en matière d'imposition directe, l'instrument essentiel de compensation des charges familiales. Les auteurs du projet tiennent à rappeler le rapport Calot de 1991 aux termes duquel une politique globale et cohérente rend nécessaire une vision d'ensemble liant les prélèvements fiscaux aux prestations familiales. Ce rapport retient dans sa conclusion qu'il „*est clair que l'allègement de la fiscalité directe ne saurait modifier la situation des non-contribuables: seuls bénéficiaient de l'allègement de l'impôt des ménages qui, avant la réforme (de 1992), étaient redevables d'un impôt sur le revenu. Il s'ensuit que les familles à revenu modeste et à nombre d'enfants élevé voient leur situation absolue demeurer inchangée, mais leur situation relative se détériorer par rapport à celle des familles à revenu supérieur ou à nombre d'enfants plus faible*“.

La Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse n'a pas manqué, dans ses débats sur le présent projet de loi, d'entamer une discussion plus étendue sur les problèmes liés aux transferts sociaux en faveur des familles. La Commission reviendra sur l'ensemble de ces questions lorsqu'elle sera en possession de l'étude sur les transferts sociaux qui est en voie de réalisation et qui sera disponible au cours de l'année 2002.

2. Restructuration et simplification de certaines dispositions légales

Dans son avis du 11 décembre 2001 le Conseil d'Etat s'est vu dans l'impossibilité, en raison du délai extrêmement court qui lui était imparti, d'examiner l'ensemble des modifications proposées.

Le Conseil d'Etat se limite dès lors à l'heure actuelle de porter son avis sur l'augmentation des montants des allocations familiales, augmentation qu'il approuve. Il propose de scinder le projet de loi en conséquence, tout en se réservant le droit d'examiner ultérieurement les autres mesures envisagées.

Aussi la Commission propose-t-elle de suivre ces considérations du Conseil d'Etat en limitant le texte au relèvement des allocations familiales prévu à l'article 4 de la loi du 19 juin 1985.

*

II. EXAMEN DU TEXTE

L'avis du Conseil d'Etat du 11 décembre 2001 n'ayant porté que sur le premier volet du projet, à savoir l'augmentation des allocations familiales prévue par l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales, il y a lieu de changer l'intitulé du projet qui sera à rédiger comme suit:

„Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 et portant création de la caisse nationale des prestations familiales“.

En ce qui concerne le texte du projet de loi, il se limitera à modifier les alinéas 1er, 2 et 5 de l'article 4 de la loi du 19 juin 1985 précitée. La modification consistera à majorer de 1.000 francs à l'indice actuel

ou de 169,02418 francs à l'indice 100, soit 24,75 € à l'indice actuel ou 4,19 € à l'indice 100, les allocations familiales mensuelles pour chaque enfant.

Le tableau ci-après reproduit les anciens et les nouveaux montants des allocations familiales normales par enfant (sans supplément d'âge) au n.i. 590,84.

Anciens et nouveaux montants de base par enfant des allocations familiales normales (n.i. 590,84)

<i>Groupe d'enfants</i>	<i>Montants actuels par enfant et mois</i>	<i>Augmentation proposée par enfant et mois</i>	<i>Nouveau montant par enfant et mois</i>
1 enfant	143,40 €	24,75 €	168,15 €
2 enfants	174,89 €	24,75 €	199,64 €
3 enfants	217,67 €	24,75 €	242,42 €
4 enfants	238,99 €	24,75 €	263,75 €
5 enfants	251,82 €	24,75 €	276,57 €

Il résulte de l'exposé des motifs que le coût global annuel supplémentaire de l'augmentation des allocations familiales se chiffre pour 2002 à 53,80 millions € qui se répartissent comme suit:

- relèvement des allocations normales: 48,5 millions €
- allocations différentielles: 4,73 €
- allocations spéciales supplémentaires: 0,47 €

Ces dépenses supplémentaires sont entièrement à charge du budget de l'Etat.

En ce qui concerne le système de financement des prestations familiales, la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse se rallie aux considérations exprimées par la Commission des Finances et du Budget dans son rapport du 23 novembre 2001 sur le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2002 (Doc. parl. 4848⁵ page 113) sur la question soulevée visant à examiner „*si une modification des mécanismes de financement de la caisse nationale des prestations familiales qui serait à adapter à la logique actuellement inhérente au financement de ce type de prestation, ne pourrait apporter une simplification substantielle du travail administratif, sans aucunement modifier les enjeux financiers en la matière*“.

Compte tenu des observations qui précèdent, la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, à l'unanimité, recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi 4867 dans la teneur qui suit:

*

TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION DE LA FAMILLE,
DE LA SOLIDARITE SOCIALE ET DE LA JEUNESSE

PROJET DE LOI
portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985
concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale
des prestations familiales

Art. 1er.– L'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales est modifié comme suit:

1. Les alinéas 1 et 2 sont remplacés par les dispositions suivantes:

„L'allocation est fixée à

- vingt-huit euros et quarante-six cents par mois pour un enfant;
- trente-trois euros et soixante-dix-neuf cents par mois pour chaque enfant d'un groupe de deux enfants;
- quarante et un euros et trois cents par mois pour chaque enfant d'un groupe de trois enfants.

Le montant alloué pour chaque enfant d'un groupe de quatre enfants ou plus est déterminé par division du produit obtenu par l'addition du montant des allocations dues pour un groupe de trois enfants et d'un montant de cinquante-cinq euros et quarante-huit cents pour chaque enfant à partir du quatrième par le nombre d'enfants présents dans le groupe. Le montant ainsi calculé est fixé à deux décimales près. Les fractions de cents sont arrondies vers le bas si elles sont strictement inférieures à cinq millièmes d'euros.“

2. La première phrase de l'alinéa 5 est remplacée comme suit:

„Tout enfant âgé de moins de dix-huit ans, atteint d'une ou de plusieurs affections constitutives d'une insuffisance ou diminution permanente d'au moins cinquante pour cent de la capacité physique ou mentale d'un enfant normal du même âge a droit à une allocation spéciale supplémentaire de vingt-huit euros et quarante-six cents par mois.“

Art. 2.– La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 2002.

Luxembourg, le 13 décembre 2001.

Le Rapporteur,
Paul-Henri MEYERS

Le Président,
Jean-Marie HALSDORF

4867/06

N° 4867⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985
concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale
des prestations familiales**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(14.12.2001)

Par lettre du 19 novembre 2001, réf. 5749/MN/mm, Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Ledit projet a pour objet d'apporter des modifications à plusieurs instruments de politique familiale qui se situent essentiellement au niveau des allocations familiales, de l'allocation d'éducation et du congé parental.

1. Le relèvement des allocations familiales

2. Le système luxembourgeois de soutien aux familles est basé sur une combinaison entre d'une part, l'octroi d'allocations familiales et, d'autre part, le bénéfice de modérations d'impôt accordées au titre d'enfants à charge.

Depuis 1993, le Gouvernement s'est lancé dans une politique d'augmentation des allocations familiales accompagnée d'une réduction parallèle de la modulation d'impôt.

3. Le présent projet se situe partiellement dans la logique de cette politique en proposant un relèvement des allocations de 1.000.- LUF par mois et par enfant à partir du 1er janvier 2002. Par contre, la modulation d'impôt reste inchangée, alors qu'elle est maintenue à 36.000.- LUF par an et par enfant. Ce statu quo est expliqué par les auteurs du projet dans les termes suivants:

„Si le présent projet propose d'augmenter l'allocation familiale de 297,47 euros par enfant et par année, le Gouvernement a décidé, contrairement aux différentes mesures antérieures, qu'il n'a pas lieu à réduction de la modulation d'impôt pour charge d'enfants. Par contre, la présente mesure qui permettra, comme en 1998, de faire bénéficier les ménages dont les revenus ne sont pas ou peu soumis à une retenue fiscale, s'explique par un abaissement généralisé de l'impôt.“

Force est de constater que le Gouvernement reconnaît du même coup que sa politique fiscale, caractérisée au cours des dernières années par des réductions d'impôts, est „limitée dans ses effets en ce qui concerne les transferts sociaux et donc quant au rétablissement de l'équité sociale, notamment à l'égard des personnes et familles qui sont imposées au taux zéro. Aussi importera-t-il de trouver un autre instrument de la redistribution des transferts sociaux“.

Ce constat d'échec en ce qui concerne le maintien d'une certaine symétrie sociale dans notre pays a été relevé par notre Chambre professionnelle à d'itératives reprises, notamment dans le cadre de ses avis annuels relatifs au budget de l'Etat.

4. Afin de donner un nouvel élan aussi bien à la politique familiale qu'à la politique fiscale en faveur des ménages exonérés d'impôts, la CEP•L avait entamé une réflexion sur des modèles alternatifs tels qu'un revenu pour charge de famille ou encore le modèle d'un impôt négatif.

Sans vouloir réexposer les détails de ces modèles, citons pour rappel les passages pertinents de notre avis relatif au budget de l'Etat pour 2001, position reprise dans notre avis relatif au budget pour 2002:

„Par son modèle d'impôt négatif, la Chambre des Employés Privés a voulu apporter une contribution à un débat qui devient incontournable, à savoir celui du maintien de la symétrie sociale lors de la mise en oeuvre de réductions fiscales successives.

La CEP•L est d'avis que la réduction de la charge fiscale proposée par le Gouvernement, combinée avec une mesure d'encadrement s'inspirant de notre modèle d'un impôt négatif, est susceptible de concilier davantage dans le cadre de la réforme fiscale, efficacité économique et équité sociale qui doivent être les deux objectifs principaux de toute réforme fiscale.

(...) Le modèle d'un revenu pour charge de famille a pour mérite d'aboutir à une vraie équité sociale entre les ménages avec charge de famille et ceux n'ayant pas charge de famille.

Il représente une approche plus adaptée aux temps modernes qui se caractérisent entre autres au niveau des familles par une participation plus active des femmes au monde du travail.“

2. L'extension de l'allocation d'éducation

5. Un autre instrument de politique familiale soumis à révision par le présent projet de loi est l'allocation d'éducation. Prévues par la loi du 1er août 1988, cette allocation est accordée si suite à la naissance d'un enfant, le parent décide soit d'abandonner entièrement son activité professionnelle pendant un certain temps, soit de ne s'adonner plus qu'un travail à mi-temps au maximum.

6. Les adaptations proposées par le projet sous avis se laissent résumer comme suit:

- l'allocation d'éducation, réservée jusqu'à présent aux seuls parents résidents, est étendue aux non-résidents communautaires;
- la durée du paiement de l'allocation est prolongée en cas de naissances ou d'adoptions multiples jusqu'à 4 ans.

7. La Chambre des Employés Privés accueille favorablement ces deux modifications et se réjouit en particulier du fait que le Gouvernement confère enfin une base légale au paiement de l'allocation d'éducation aux travailleurs frontaliers. Ce paiement se faisait en effet depuis 1999 sur base d'une simple décision du Conseil de Gouvernement, dépourvue de toute valeur juridique et donc en principe contraire à la loi du 1er août 1988 qui soumet l'octroi de l'allocation d'éducation à une condition de résidence au Luxembourg.

3. Les modifications au niveau du congé parental

8. Le projet sous avis propose d'amender la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental sur différents points:

- en cas de naissance ou d'adoption multiple, le congé parental n'est plus prolongé forfaitairement de 2 mois pour chaque enfant à partir du deuxième, mais un véritable congé de 6 mois est prévu pour chaque enfant;
- en cas de demande simultanée de deux parents en vue d'obtenir un congé parental, la priorité ne sera plus accordée à la mère.

En raison d'éventuels reproches de discrimination de la part de la Commission européenne, le projet propose un critère de distinction plus neutre, à savoir que la priorité reviendra à celui des parents dont le nom patronymique est le premier dans l'ordre alphabétique;

- pour renforcer l'interdiction de cumuler le congé parental et l'allocation d'éducation, le projet introduit le principe du remboursement respectivement de la compensation.

En cas de cumul du congé parental et d'une allocation d'éducation payée à l'étranger, le projet impose au bénéficiaire la restitution des indemnités de congé parental déjà perçues.

Si le congé parental est cumulé avec l'allocation d'éducation luxembourgeoise, le parent se voit imposer la compensation entre les deux montants.

Avec l'introduction du remboursement respectivement de la compensation, le projet entend combattre d'éventuelles situations d'abus et créer une base légale pour l'application de sanctions, base qui faisait défaut jusqu'à présent.

La Chambre des Employés Privés approuve les modifications énumérées ci-avant. Toutefois, de l'avis minoritaire de certains membres de notre assemblée plénière, les conflits entre deux parents ayant posé simultanément une demande de congé parental ne devraient pas être toisés en fonction du nom patronymique, pareille solution ne tenant pas compte des besoins d'encadrement des enfants en bas âge;

- en dernier lieu, le projet précise que le rejet, par la Caisse des prestations familiales, d'un congé parental payé, ne préjuge pas de l'octroi d'un éventuel congé parental par l'employeur dans les conditions prévues par la directive européenne de 1996.

Notre Chambre professionnelle ne saurait se rallier à cet ajout à apporter à la loi du 12 février 1999 qui s'imposerait, selon le commentaire des articles, pour dissocier le droit au congé parental de la question de l'indemnisation.

Force est de constater que la coexistence d'un congé parental „luxembourgeois“ de 6 mois indemnisé et d'un congé „européen“ de 3 mois non indemnisé n'est pas de nature à renforcer la sécurité juridique et à garantir l'égalité des travailleurs.

Notre loi luxembourgeoise sur le congé parental va évidemment au-delà des prescriptions minimales contenues dans la directive de 1996. Pour quelle raison remettre en vigueur ces minima lorsque des salariés, par exemple en raison d'un licenciement économique ou d'une cessation d'activité décidée par l'employeur, ne peuvent pas profiter d'un congé indemnisé, faute de remplir la fameuse condition des 12 mois?

Ne convient-il pas, du moins au niveau de la durée du congé, de leur accorder les mêmes droits qu'aux autres salariés? Décider le contraire reviendrait à les pénaliser une deuxième fois et à leur faire subir de plein fouet les conséquences d'une situation dont ils ne sont pas responsables.

9. Au-delà des adaptations ponctuelles proposées par le présent projet, notre Chambre professionnelle profite du présent projet pour rendre le Gouvernement attentif au fait que la loi sur le congé parental mérite d'être soumise à un examen détaillé afin de clarifier un certain nombre d'incohérences et de difficultés d'interprétation.

La pratique a en effet montré que le texte actuel ne permet pas de résoudre un certain nombre de situations. Sans vouloir être exhaustif, l'on peut citer à titre d'exemple la problématique des démissions en fin de congé parental ainsi que les problèmes liés à la valeur de la garantie de réemploi face à une suppression de poste décidée par l'employeur.

De même, un problème grave d'interprétation continue à se poser au sujet de la condition des 12 mois d'occupation auprès d'un même employeur. Dès la mise en vigueur de la loi, notre Chambre professionnelle avait rendu le Ministère compétent attentif à la formulation malencontreuse de cette condition. Force est cependant de constater que jusqu'à présent, faute d'intervention, cette condition reste ambiguë et provoque de nombreux recours de salariés auprès de la Caisse nationale des prestations familiales.

La Chambre des Employés Privés invite dès lors le Gouvernement à initier dans les meilleurs délais une consultation des partenaires sociaux ayant participé à la négociation de la loi de 1999 afin de trouver des issues à un certain nombre de „maladies d'enfant“ affectant la loi actuelle.

Luxembourg, le 14 décembre 2001.

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Théo WILTGEN

Le Président,
Jos KRATOCHWIL

*

Entrée au Greffe: le 3.1.2002

Service Central des Imprimés de l'Etat

4867/07

N° 4867⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

**portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985
concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale
des prestations familiales**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DE TRAVAIL

(20.12.2001)

Par lettre en date du 12 novembre 2001, Mme la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a fait parvenir pour avis à notre chambre professionnelle le projet de loi portant 1) modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; 2) modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; 3) abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un prêt aux jeunes époux; 4) modification de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation et modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; 5) modification de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales.

Après avoir analysé le projet de loi cité sous rubrique, la Chambre de travail tient à communiquer au Gouvernement les observations qui suivent:

1. Augmentation des allocations familiales

Le Gouvernement propose une augmentation des allocations familiales de 297,47 euros par an et par enfant, mais contrairement aux différentes mesures antérieures, il a décidé de ne pas procéder à une réduction parallèle de la modération d'impôt pour charge d'enfants.

La Chambre de travail a toujours été en faveur de la politique poursuivie par le gouvernement précédant qui consistait à augmenter les allocations familiales et à diminuer la modération d'impôt pour charge d'enfants, puisque cette mesure est socialement plus juste, étant donné que de moins en moins de personnes payent l'impôt sur le revenu des personnes physiques et ne peuvent par conséquent pas bénéficier de la modération d'impôt pour charge d'enfants.

Ceci était également la raison pour laquelle la Chambre de travail a fait usage de son droit d'initiative. Suite à une décision de son assemblée plénière en date du 10 novembre 2000, la Chambre de travail a transmis le 7 décembre 2000 une proposition au Gouvernement visant le doublement des allocations familiales et leur inclusion dans le revenu imposable.

Notre chambre regrette vivement que le Gouvernement n'ait pas fait usage de son droit d'initiative législative pour la proposition présentée par la Chambre de travail, ceci d'autant plus qu'il semble être parfaitement conscient du problème. En effet, à la page 2 de l'exposé des motifs, l'on peut lire le passage suivant:

„La politique fiscale est limitée dans ses effets en ce qui concerne les transferts sociaux et donc quant au rétablissement de l'équité sociale, notamment à l'égard des personnes et familles qui sont imposées au taux zéro. Aussi importe-t-il de trouver un autre instrument de la redistribution des transferts sociaux.“

A titre subsidiaire, notre chambre approuve bien entendu le relèvement des augmentations familiales.

2. Autres mesures en matière d'allocations familiales

Le Gouvernement propose en outre les mesures suivantes en matière d'allocations familiales:

- Redéfinition plus précise et simplification des conditions d'ouverture du droit face surtout à l'environnement international qui devient de plus en plus complexe; notamment suppression du stage de 6 mois pour les personnes non communautaires.
- Autorisation accordée à la caisse nationale des prestations familiales de verser, en lieu et place du complément différentiel en application des règlements communautaires, le montant intégral des prestations à titre d'avance sur les prestations non luxembourgeoises, respectivement de verser le complément différentiel semestriellement ou annuellement.
- Précision du groupe familial et extension du droit aux grands-parents qui accueillent leurs petits-enfants en l'absence d'une décision judiciaire leur confiant la garde de ces enfants.
- Disposition de non-cumul entre l'octroi des allocations familiales avec le revenu projeté pour personnes gravement handicapées.
- Augmentation du délai de prescription des demandes d'allocations familiales qui passe de un à désormais deux ans.

La Chambre de travail approuve ces mesures qui vont toutes dans le sens d'une amélioration de la situation des bénéficiaires. Elle tient cependant à faire un appel pressant au Gouvernement de transposer le plus rapidement possible les recommandations relatives à l'organisation de la Caisse nationale des prestations familiales contenues dans l'étude qui a été récemment réalisée en cette matière.

Dans la réponse de Mme la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse à une question parlementaire, l'on peut lire que „(s)uivant les normes d'occupation des „call-center“ généralement admis, un fonctionnement tant soit peu normal de l'accueil téléphonique de la Caisse requerrait un effectif minimal de 20 personnes pour pouvoir répondre à la demande effective. ... Actuellement, la Caisse dispose jusqu'à 3 personnes pour assurer le service du standard, lorsque l'équipe d'accueil est au complet“.¹

Ce passage en dit long sur les difficultés administratives et l'urgence de passer à l'action en mettant à la disposition de la CNPF les ressources humaines et matérielles dont elle a besoin.

3. Abrogation de la loi du 8 mars 1984 portant création d'un régime de prêts aux jeunes époux

La Chambre de travail marque son accord avec l'abrogation de la loi relative aux prêts aux jeunes époux étant donné que cette loi est tombée en désuétude en raison du fait que plus personne ne peut remplir les conditions d'octroi.

4. Modification de la loi du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire

La Chambre de travail ne peut pas se rallier à la modification proposée qui consiste à ne plus verser l'allocation de rentrée scolaire pour le mois d'août de l'année civile au cours de laquelle les études sont clôturées.

En effet, tous les étudiants ou élèves ne trouvent pas immédiatement un emploi après la fin de leurs études, et l'allocation de rentrée scolaire pourrait dans ce cas lénifier les difficultés financières des ménages concernés.

Notre chambre demande par conséquent de renoncer à cette modification projetée.

¹ Réponse en date du 13 novembre 2001 à la question 1301 de M. Ady Jung concernant la Caisse nationale des prestations familiales

5. Modifications de la loi du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation

Les modifications proposées concernent essentiellement l'exportation de l'allocation d'éducation, l'extension de la durée du paiement de l'allocation d'éducation de deux années pour chaque enfant d'une naissance ou d'une adoption multiple, ainsi que les règles de non-cumul entre allocation d'éducation et indemnité de congé parental.

La Chambre de travail marque son accord avec les modifications proposées. Elle se rallie cependant au comité directeur de la CNPF qui, en face de difficultés de gestion considérables de cette prestation, écrit dans son avis relatif au projet de loi:

„Afin de trouver une solution appropriée à la multitude des problèmes évoqués, le comité estime que l'allocation d'éducation doit être entièrement redéfinie dans le sens d'une alternative claire au congé parental, qui ne devra plus être conçue comme une prestation familiale, mais pourra, selon l'approche adoptée, avoir le caractère d'un revenu de remplacement, ou, au contraire celui d'une aide sociale.“

6. Modifications de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales

La modification essentielle consiste dans le remplacement de la prolongation forfaitaire du congé parental en cas d'accouchement multiple par la multiplication de la durée du congé en fonction du nombre d'enfants nés, parallèlement à l'extension de la durée du paiement de l'allocation d'éducation. A la même occasion, cette mesure est appliquée *expressis verbis* aux adoptions multiples.

La Chambre de travail accueille favorablement cette mesure qui est une amélioration pour les familles qui accueillent des enfants dans le cadre de naissances ou d'adoptions multiples. En outre, une situation discriminatoire est éliminée dans la mesure où l'on traite tous les enfants de la même façon, alors que les enfants à partir du deuxième, en cas d'accouchement multiple, donnaient uniquement droit à une prolongation du congé parental de 2 mois.

En matière de congé parental, notre chambre se doit d'évoquer un problème qui se pose actuellement dans le secteur hospitalier. En présence d'une réduction conventionnelle de la durée du travail, le personnel travaillant à mi-temps se voit refuser le congé parental sous prétexte que la durée de travail serait inférieure à la moitié de la durée de travail légale. Or, l'article 1er d) de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales accorde le droit de prétendre au congé parental aux salariés „dont la durée mensuelle de travail est au moins égale à la moitié de la durée normale de travail applicable dans l'établissement en vertu de la loi **ou de la convention collective de travail** ...“. Il n'existe par conséquent aucune raison d'exclure les salariés en question du bénéfice du congé parental.

Finalement, en vue du bilan qui sera dressé en 2003 sur l'application de la législation relative au congé parental, notre chambre estime que les critères d'évaluation afférents devraient être définis le plus rapidement possible.

Luxembourg, le 20 décembre 2001.

Pour la Chambre de Travail,

Le Directeur adjoint,
Léon DRUCKER

Le Directeur,
Marcel DETAILLE

Service Central des Imprimés de l'Etat

4867/05

N° 4867⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985
concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale
des prestations familiales

* * *

DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL PAR LE CONSEIL D'ETAT

(21.12.2001)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 20 décembre 2001 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985
concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale
des prestations familiales

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 20 décembre 2001 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et l'avis émis par le Conseil d'Etat en sa séance du 11 décembre 2001;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 21 décembre 2001.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Marcel SAUBER

Service Central des Imprimés de l'Etat

4867,4870

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg

**MEMORIAL**

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 155

27 décembre 2001

Sommaire

Règlement grand-ducal du 30 novembre 2001 modifiant les annexes du règlement grand-ducal modifié du 28 mai 1993 fixant les mesures de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux	page	3300
Règlement ministériel du 12 décembre 2001 portant nouvelle fixation des frais de jaugeage, d'apposition de scellés ou plombs et de surveillance des opérations de dénaturation et d'expédition d'alcool, d'eau-de-vie ou de bière		3304
Règlement ministériel du 12 décembre 2001 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés ..		3304
Loi du 21 décembre 2001 portant habilitation pour le Grand-Duc de régler certaines matières		3305
Loi du 21 décembre 2001 portant modification de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales		3305
Règlement grand-ducal du 21 décembre 2001 concernant la fixation des salaires dus aux receveurs des douanes et accises		3306

Règlement grand-ducal du 30 novembre 2001 modifiant les annexes du règlement grand-ducal modifié du 28 mai 1993 fixant les mesures de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau;

Vu la loi du 14 juillet 1971 concernant la protection des végétaux et produits végétaux contre les organismes nuisibles;

Vu le règlement grand-ducal modifié du 28 mai 1993 fixant les mesures de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux;

Vu la directive 2000/29/CE du Conseil du 8 mai 2000 concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté, telle qu'elle a été modifiée par la directive 2001/33/CE de la Commission du 8 mai 2001;

Vu la directive 2001/32/CE de la Commission du 8 mai 2001 reconnaissant des zones protégées, exposées à des dangers phytosanitaires particuliers, dans la Communauté, et abrogeant la directive 92/76/CEE;

Vu l'avis de la Chambre de Commerce;

Vu l'article 2 (1) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1^{er}. Les annexes I à VI du règlement grand-ducal modifié du 28 mai 1993 fixant les mesures de protection contre l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux sont modifiées comme indiqué à l'annexe du présent règlement.

Art. 2. Notre Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

*Le Ministre de l'Agriculture,
de la Viticulture
et du Développement rural,
Fernand Boden*

Palais de Luxembourg, le 30 novembre 2001.
Henri

ANNEXE

1. A l'annexe I, partie B, point a)1, colonne de droite, la mention "DK " est supprimée.
2. A l'annexe I, partie B, point a)3, le texte de la colonne de droite est remplacé par le texte suivant:
"E (Ibiza et Minorque), IRL, P (Açores et Madère), FI (districts d'Åland, Häme, Kymi, Pirkanmaa, Satakunta, Turku, Uusimaa), S (comtés de Blekinge, Gotlands, Halland, Kalmar et Skåne), UK ".
3. A l'annexe I, partie B, point b)2, colonne de droite, la mention "DK "est supprimée.
4. A l'annexe II, partie B, point a)3, le texte de la colonne de droite est remplacé par le texte suivant:
"EL, IRL, UK (Écosse; Irlande du Nord, Jersey, Angleterre: les comtés, districts et unitary authorities suivants: Barnsley, Bath and North East Somerset, Bedfordshire, Bournemouth, Bracknell Forest, Bradford, Bristol, Brighton and Hove, Buckinghamshire, Calderdale, Cambridgeshire, Cornwall, Cumbria, Darlington, Devon, Doncaster, Dorset, Durham, East Riding of Yorkshire, East Sussex, Essex, Gateshead, Greater London, Hampshire, Hartlepool, Hertfordshire, Kent, Kingston Upon Hull, Kirklees, Leeds, Leicester City, Lincolnshire, Luton, Medway Council, Middlesbrough, Milton Keynes, Newbury, Newcastle Upon Tyne, Norfolk, Northamptonshire, Northumberland, North Lincolnshire, North East Lincolnshire, North Tyneside, North West Somerset, Nottingham City, Nottinghamshire, Oxfordshire, Peterborough, Plymouth, Poole, Portsmouth, Reading, Redcar and Cleveland, Rochdale, Rotherham, Rutland, Sheffield, Slough, Somerset, Southend, Southampton, South Tyneside, Stockton-on-Tees, Suffolk, Sunderland, Surrey, Swindon, Thurrock, Torbay, Wakefield, West Sussex, Windsor and Maidenhead, Wokingham, York, l'île de Man, l'île de Wight, les îles de Scilly, ainsi que les parties suivantes des comtés, districts et unitary authorities : Derby City: la partie de l'unitary authority située au nord de la limite septentrionale de la route A52(T) et la partie de l'unitary authority située au nord de la route A6(T);Derbyshire: la partie du comté située au nord de la limite septentrionale de la route A52(t) et la partie du comté située au nord de la limite septentrionale de la route A6(T);Gloucestershire: la partie du comté située à l'est de la limite est de la voie romaine de Fosse Way;Leicestershire: la partie du comté située à l'est de la limite est de la route B 4114 et la partie du comté située à l'est de la limite est de l'autoroute M 1;North Yorkshire:l'ensemble du comté, à l'exception de la partie du comté comprenant le district de Craven;South Gloucestershire: la partie de l'unitary authority située au sud de la limite méridionale de la M4;Warwickshire: la partie du comté située à l'est de la limite est de la voie romaine de Fosse Way;Wiltshire:

la partie du comté située au sud de la limite méridionale de l'autoroute M 4 et la partie du comté située à l'est de la limite est de la voie romaine de Fosse Way)".

5. A l'annexe II, partie B, point a)5, le texte de la colonne de droite est remplacé par le texte suivant:

"EL, P (Açores, district de Beja: tous les concelhos, district de Castelo Branco: concelhos de Castelo Branco, Fundão et Penamacôr, Idanha-a-Nova, district d'Évora à l'exception des concelhos de Montemor-O-Novo, Mora et Vendas Novas, district de Faro: tous les concelhos, district de Portalegre: concelhos de Arronches, Campo Maior, Elvas, Fronteira, Monforte et Sousel)".
6. A l'annexe II, partie B, point a), le point 8 est supprimé.
7. A l'annexe II, partie B, point b)2, le texte de la colonne de droite est remplacé par le texte suivant:

"E, F (Corse), IRL, I (Abruzzes, Basilicate, Calabre, Campanie, Émilie-Romagne: provinces de Forlì-Cesena, Parme, Piacenza et Rimini; Frioul-Vénétie Julienne; Latium, Ligurie, Lombardie, Marches, Molise, Piémont, Pouilles, Sardaigne, Sicile, Toscane, Trentin-Haut-Adige: provinces autonomes de Bolzano et Trente; Ombrie, Val d'Aoste, Vénétie), A (Burgenland, Carinthie, Basse-Autriche, Tyrol oriental, Styrie, Vienne), P, FI, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes)".
8. A l'annexe III, partie B, point 1, le texte de la colonne de droite est remplacé par le texte suivant:

"E, F (Corse), IRL, I (Abruzzes, Basilicate, Calabre, Campanie, Émilie-Romagne: provinces de Forlì-Cesena, Parme, Piacenza et Rimini; Frioul-Vénétie Julienne, Latium, Ligurie, Lombardie, Marches, Molise, Piémont, Pouilles, Sardaigne, Sicile, Toscane, Trentin-Haut-Adige: provinces autonomes de Bolzano et Trente; Ombrie, Val d'Aoste, Vénétie), A (Burgenland, Carinthie, Basse-Autriche, Tyrol oriental, Styrie, Vienne), P, FI, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes)".
9. A l'annexe IV, partie B, points 1, 7 et 14. 1, le texte de la colonne de droite est remplacé par le texte suivant:

"EL, IRL, UK (Écosse, Irlande du Nord, Jersey, Angleterre: les comtés, districts et unitary authorities suivants: Barnsley, Bath and North East Somerset, Bedfordshire, Bournemouth, Bracknell Forest, Bradford, Bristol, Brighton and Hove, Buckinghamshire, Calderdale, Cambridgeshire, Cornwall, Cumbria, Darlington, Devon, Doncaster, Dorset, Durham, East Riding of Yorkshire, East Sussex, Essex, Gateshead, Greater London, Hampshire, Hartlepool, Hertfordshire, Kent, Kingston Upon Hull, Kirklees, Leeds, Leicester City, Lincolnshire, Luton, Medway Council, Middlesbrough, Milton Keynes, Newbury, Newcastle Upon Tyne, Norfolk, Northamptonshire, Northumberland, North Lincolnshire, North East Lincolnshire, North Tyneside, North West Somerset, Nottingham City, Nottinghamshire, Oxfordshire, Peterborough, Plymouth, Poole, Portsmouth, Reading, Redcar and Cleveland, Rochdale, Rotherham, Rutland, Sheffield, Slough, Somerset, Southend, Southampton, South Tyneside, Stockton-on-Tees, Suffolk, Sunderland, Surrey, Swindon, Thurrock, Torbay, Wakefield, West Sussex, Windsor and Maidenhead, Wokingham, York, l'île de Man, l'île de Wight, les îles de Scilly, et les parties suivantes des comtés, districts et unitary authorities : Derby City: la partie de l'unitary authority située au nord de la limite septentrionale de la route A52(T) ainsi que la partie de l'unitary authority située au nord de la limite septentrionale de la route A6(T); Derbyshire: la partie du comté située au nord de la limite septentrionale de la route A52(t) et la partie du comté située au nord de la limite septentrionale de la route A6(T); Gloucestershire: la partie du comté située à l'est de la limite est de la voie romaine de Fosse Way; Leicestershire: la partie du comté située à l'est de la limite est de la route B 4114 et la partie du comté située à l'est de la limite est de l'autoroute M 1; North Yorkshire: l'ensemble du comté, à l'exception de la partie du comté comprenant le district de Craven; South Gloucestershire: la partie de l'unitary authority située au sud de la limite méridionale de la M4; Warwickshire: la partie du comté située à l'est de la limite est de la voie romaine de Fosse Way; Wiltshire: la partie du comté située au sud de la limite sud de l'autoroute M4 et la partie du comté située à l'est de la limite est de la voie romaine de Fosse Way)".
10. A l'annexe IV, partie B, les points 6. 1, 13 et 14. 8 sont supprimés.
11. A l'annexe IV, partie B, point 19, le texte de la colonne de droite est remplacé par le texte suivant:

"EL, P (Açores, district de Beja: tous les concelhos, district de Castelo Branco: concelhos de Castelo Branco, Fundão et Penamacôr, Idanha-a-Nova, district d'Évora, à l'exception des concelhos de Montemor-o-Novo, Mora et Vendas Novas, district de Faro: tous les concelhos, district de Portalegre: concelhos de Arronches, Campo Maior, Elvas, Fronteira, Monforte et Sousel)".
12. A l'annexe IV, partie B, point 21, le texte de la colonne de droite est remplacé par le texte suivant:

"E, F (Corse), IRL, I (Abruzzes, Basilicate, Calabre, Campanie, Émilie-Romagne: provinces de Forlì-Cesena, Parme, Piacenza et Rimini; Frioul-Vénétie Julienne, Latium, Ligurie, Lombardie, Marches, Molise, Piémont, Pouilles, Sardaigne, Sicile, Toscane, Trentin-Haut-Adige: provinces autonomes de Bolzano et Trente; Ombrie, Val d'Aoste, Vénétie), A (Burgenland, Carinthie, Basse-Autriche, Tyrol oriental, Styrie, Vienne), P, FI, UK (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes)".
13. A l'annexe IV, partie B, point 24, dans la colonne de droite, la mention "DK "est supprimée.
14. L'annexe VI est remplacée par le texte suivant :

ANNEXE VI

Zones de la Communauté reconnues "zones protégées" en ce qui concerne le ou les organisme(s) nuisible(s) cité(s) en regard de leur nom

Organismes nuisibles	Zones protégées : territoire de	Reconnues jusqu'en
a) Insectes, acariens et nématodes, à tous les stades de développement		
1. <i>Anthonomus grandis</i> (Boh.)	Grèce, Espagne (Andalousie, Catalogne, Estrémadure, Murcie, Valence)	
2. <i>Bemisia tabaci</i> Genn. (populations européennes)	Irlande, Finlande, Suède, Portugal (Alentejo, Açores, Beira Interior, Beira Litoral, Entre Douro e Minho, Madère, Ribatejo Oeste et Trás-os-Montes) Royaume-Uni	
3. <i>Cephalcia lariciphila</i> (Klug.)	Irlande, Royaume-Uni (Irlande du Nord, Ile de Man et Jersey)	
4. <i>Dendroctonus micans</i> Kugelan	<p>Grèce, Irlande, Royaume-Uni (Écosse; Irlande du Nord; Jersey, Angleterre: les comtés, districts et unitary authorities suivants: Barnsley, Bath and North East Somerset, Bedfordshire, Bournemouth, Bracknell Forest, Bradford, Bristol, Brighton and Hove, Buckinghamshire, Calderdale, Cambridgeshire, Cornwall, Cumbria, Darlington, Devon, Doncaster, Dorset, Durham, East Riding of Yorkshire, East Sussex, Essex, Gateshead, Greater London, Hampshire, Hartlepool, Hertfordshire, Kent, Kingston Upon Hull, Kirklees, Leeds, Leicester City, Lincolnshire, Luton, Medway Council, Middlesbrough, Milton Keynes, Newbury, Newcastle Upon Tyne, Norfolk, Northamptonshire, Northumberland, North Lincolnshire, North East Lincolnshire, North Tyneside, North West Somerset, Nottingham City, Nottinghamshire, Oxfordshire, Peterborough, Plymouth, Poole, Portsmouth, Reading, Redcar and Cleveland, Rochdale, Rotherham, Rutland, Sheffield, Slough, Somerset, Southend, Southampton, South Tyneside, Stockton-on-Tees, Suffolk, Sunderland, Surrey, Swindon, Thurrock, Torbay, Wakefield, West Sussex, Windsor and Maidenhead, Wokingham, York, l'île de Man, l'île de Wight, les îles de Scilly, ainsi que les parties suivantes des comtés, districts et unitary authorities : Derby City: la partie de l'unitary authority située au nord de la limite septentrionale de la route A52(T) et la partie de l'unitary authority située au nord de la route A6(T); Derbyshire: la partie du comté située au nord de la limite septentrionale de la route A52(t) et la partie du comté située au nord de la limite septentrionale de la route A6(T); Gloucestershire: la partie du comté située à l'est de la limite est de la voie romaine de Fosse Way; Leicestershire: la partie du comté située à l'est de la limite est de la route B 4114 et la partie du comté située à l'est de la limite est de l'autoroute M 1; North Yorkshire: l'ensemble du comté, à l'exception de la partie du comté comprenant le district de Craven; South Gloucestershire: la partie de l'unitary authority située au sud de la limite méridionale de la M4; Warwickshire: la partie du comté située à l'est de la limite est de la voie romaine de Fosse Way; Wiltshire: la partie du comté située au sud de la limite méridionale de l'autoroute M 4 et la partie du comté située à l'est de la limite et de la voie romaine de Fosse Way)</p>	

5. <i>Gilpinia hercyniae</i> (Hartig)	Grèce, Irlande, Royaume-Uni (Irlande du Nord Ile de Man et Jersey)	
6. <i>Globodera pallida</i> (Stone) Behrens	Finlande	
7. <i>Gonipterus scutellatus</i> Gyll	Grèce, Portugal (Açores; province de Beja; province de Castelo Branco: communes de Castelo Branco, Fundão et Penamacor, Idanha-a-Nova; province d'Évora à l'exception des communes de Montemor-o-Novo, Vendas Novas et Mora; toutes les communes de la province de Faro; province de Portalegre: communes de Sousel, Fronteira, Monforte, Arronches, Elvas et Campo Maior)	
8. <i>Ips amitinus</i> Eichhof	Grèce, France (Corse), Irlande, Royaume-Uni	
9. <i>Ips cembrae</i> Heer	Grèce, Irlande, Royaume-Uni (Irlande du Nord et Ile de Man)	
10. <i>Ips duplicatus</i> Sahlberg	Grèce, Irlande, Royaume-Uni	
11. <i>Ips sexdentatus</i> Boerner	Irlande, Royaume-Uni (Irlande du Nord et Ile de Man)	
12. <i>Ips typographus</i> Heer	Irlande, Royaume-Uni	
13. <i>Leptinotarsa decemlineata</i> Say	Espagne (Minorque et Ibiza), Irlande, Portugal (Açores et Madère), Royaume-Uni, Suède (Blekinge, Gotlands, Halland, Kalmar et Skåne), Finlande (provinces de Åland, Turku, Uusimaa, Kymi, Häme, Pirkanmaa, Satakunta)	
14. <i>Matsuccocus feytaudi</i> Duc.	France (Corse)	
15. <i>Sternochetus mangiferae</i> Faricius	Espagne (Grenade et Malaga), Portugal (Alentjo, Algarve et Madère)	
16. <i>Thaumetopoea pityocampa</i> (Den. et Schiff.)	Espagne (Ibiza)	
b) Bactéries		
1. <i>Curtobacterium flaccumfaciens</i> pv <i>flaccumfaciens</i> (Hedges) Col.	Grèce, Espagne, Portugal	
2. <i>Erwinia amylovora</i> (Burr.) Winsl. et al.	Espagne, France (Corse), Irlande, Italie (Abruzzes; Basilicate; Calabre; Campanie; Émilie-Romagne: provinces de Forlì-Cesena, Parme, Piacenza et Rimini; Frioul-Vénétie Julienne; Latium; Ligurie; Lombardie; Marches; Molise; Piémont; Pouilles; Sardaigne; Sicile; Toscane; Trentin-Haut-Adige: provinces autonomes de Bolzano et Trente; Ombrie; Val d'Aoste; Vénétie), Autriche (Burgenland, Carinthie, Basse-Autriche, Tyrol oriental, Styrie, Vienne), Portugal, Finlande, Royaume-Uni (Irlande du Nord, île de Man et îles Anglo-Normandes)	Pour l'Autriche l'Irlande et les régions des Pouilles, de l'Émilie-Romagne, de la Lombardie et de la Venetie en Italie: jusqu'au 31 décembre 2002
c) Champignons		
1. <i>Glomerella gossypii</i> Edgerton	Grèce	
2. <i>Gremmeniella abietina</i> (Lag.) Morelet	Irlande, Royaume-Uni (Irlande du Nord)	
3. <i>Hypoxyton mammatum</i> (Wahl.) J. Miller	Irlande, Royaume-Uni (Irlande du Nord)	
d) Virus et organismes analogues		
1. Virus de la rhizomanie	Danemark, Irlande, Portugal (Açores), France (Bretagne), Finlande, Suède, Royaume-Uni	Pour le Royaume-Uni jusqu'au 1er novembre 2002

2. Virus de la maladie bronzée de la tomate	Finlande, Suède
3. Citrus tristeza virus (isolats européens) concerne les fruits de <i>Citrus</i> L., <i>Fortunella Swingle</i> , <i>Poncirus Raf.</i> , et leurs hybrides, avec feuilles et pédoncules	Grèce, France (Corse), Italie et Portugal

Règlement ministériel du 12 décembre 2001 portant nouvelle fixation des frais de jaugeage, d'apposition de scellés ou plombs et de surveillance des opérations de dénaturation et d'expédition d'alcool, d'eau-de-vie ou de bière.

Le Ministre des Finances,

Vu le règlement ministériel du 4 avril 1977, portant nouvelle fixation des frais de jaugeage, d'apposition de scellés ou plombs et de surveillance des opérations de dénaturation et d'expédition d'alcool, d'eau-de-vie ou de bière ;

Vu le règlement ministériel du 30 décembre 1997 portant publication de l'arrêté ministériel belge du 17 octobre 1997 fixant les rétributions pour des prestations spéciales ou des interventions effectuées par les agents des douanes ou des accises ;

Vu l'article 5 de la loi du 1er août 2001 relative au basculement en euro le 1er janvier 2002 et modifiant certaines dispositions législatives ;

Sur la proposition du directeur des douanes et accises,

Arrête:

Art. 1^{er}. Toute intervention des agents des douanes ou accises, pour lesquelles des dispositions légales en matière d'accise prescrivent des prestations ou interventions spéciales en rapport avec des opérations de jaugeage, d'apposition de scellés ou plombs et de surveillance des opérations de dénaturation et d'expédition d'alcool, d'eau de vie ou de bière, donne lieu au paiement d'une rétribution.

Art. 2. Le montant de la rétribution est fixé à 12,50 euros par heure et par agent.

Art. 3. Le règlement ministériel du 4 avril 1977 portant nouvelle fixation des frais de jaugeage, d'apposition de scellés ou plombs et de surveillance, des opérations de dénaturation et d'expédition d'alcool, d'eau-de-vie ou de bière est abrogé.

Art. 4. Le présent règlement entrera en vigueur le 1er janvier 2002.

Luxembourg, le 12 décembre 2001.

Le Ministre des Finances,
Jean-Claude Juncker

Règlement ministériel du 12 décembre 2001 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés.

Le Ministre des Finances,

Vu le règlement ministériel du 25 juillet 1997 portant publication de la loi belge du 3 avril 1997 relative au régime général du tabac, modifiée par la suite ;

Vu le règlement ministériel du 31 août 1994 portant publication de l'arrêté ministériel belge du 1er août 1994 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés, modifié par la suite ;

Vu le règlement ministériel du 27 juillet 2000 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés, modifié par la suite ;

Vu le règlement ministériel du 22 août 2001 relatif au régime fiscal des tabacs manufacturés,

Arrête:

Art. 1^{er}. Dans le tableau des signes fiscaux pour tabacs manufacturés, exprimés en euro, annexé au règlement ministériel du 22 août 2001, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le barème « A. CIGARES », la nouvelle classe de prix suivante est insérée :

Prix de vente au détail (F) 1	Prix de vente au détail (EURO) 2	Droit d'accise (F) 3
Par emballage de 2 cigares 219.-	5,43	10,950